

Rapport de synthèse

CONCERNANT LES ACTIVITÉS
DE FORMATION RÉALISÉES
PAR LE CLEMI DURANT
L'ANNÉE SCOLAIRE 2003-2004

*Conseil d'orientation
et de perfectionnement
15 juin 2005*

© Clemi, mai 2005
Directrice de la publication : France Renucci
Coordination : Pierre Frémont
Conception graphique : Catherine Le Troquier
Photo de couverture : Agnès Pain/Clemi

Clemi - Centre de liaison de l'enseignement et des moyens d'information
Direction associée au Centre national de documentation pédagogique, CNDP
391 bis rue de Vaugirard, 75015 Paris
Téléphone : 01 53 68 71 00
Télécopie : 01 42 50 16 82
www.cleml.org

Sommaire

<i>Introduction</i>	5
<i>Les actions de formation menées par le Clemi national</i>	8
• Nature et répartition des publics	8
• Quelques éléments de description	10
- La formation de formateurs	
- La diversité des publics	
- Les caractéristiques de cette année	
<i>Les actions de formation menées par les équipes académiques</i>	17
• La formation continue	17
- Caractéristiques	
- Les colloques	
- Les formations intégrées	
• La formation initiale	24
<i>Bilan chiffré</i>	26
- Répartition des principaux types de formation	
- Évolution du nombre des stagiaires sur les 5 dernières années	
- Les publics de la formation	
<i>Les contenus de la formation continue</i>	28
- La presse écrite et le journal scolaire : des activités fondamentales	
- Internet et l'information en ligne : une place à part entière	
- La Semaine de la presse et des médias dans l'école : un passage obligé	
- Des images à l'école	
- Médias et éducation aux médias	
- Domaines ou publics spécifiques	
<i>Conclusion</i>	35
<i>Annexes</i>	37
• Formations réalisées par le Clemi national	
• Stages des Plans académiques de formation	
• Thèmes et publics de la formation continue en académie	

Introduction

Ce rapport fait apparaître, pour l'année scolaire 2003-2004, une activité de formation riche et diversifiée, sous l'impulsion tout particulièrement des coordonnateurs académiques.

22 258 stagiaires, principalement composés d'enseignants et de formateurs, ont participé à des actions de formation organisées par le Clemi, dont près de 85 % au niveau académique. Le Clemi national, dont les tâches relèvent davantage de l'impulsion et de l'accompagnement de projet, a pour sa part accueilli un peu plus de 3 000 stagiaires (3 147), tant en formation continue qu'en formation initiale.

Une des caractéristiques de l'activité de formation réside dans la très grande diversité des dispositifs que le Clemi et ses équipes sont amenés à faire fonctionner et, dans de nombreux cas, à inventer. À côté des formes plus traditionnelles du stage ou de l'intervention ponctuelle, on trouvera donc aussi des activités de conseil et d'accompagnement de projet.

Les pièces jointes en annexe sont sélectionnées en fonction de leur originalité et/ou de leur aspect caractéristique par rapport aux démarches d'éducation aux médias. Elles ne représentent qu'une infime partie des actions mises en place ici et là. Pour un plus large éventail d'exemples, on pourra se reporter aux rapports des années antérieures.

Ces exemples de programmes sont complétés, dans le corps du rapport, par des textes émanant des formateurs, sous forme d'encadrés, destinés à rendre plus concrètes les démarches et les enjeux de la formation. Ils permettent d'illustrer et de contextualiser un programme de stage, une démarche, un projet complexe dans lequel la formation a tenu une place importante. Des portraits de formateurs et d'intervenants complètent le dispositif, destinés à illustrer le fait que, comme il est dit plus bas, ce sont d'abord des enseignants, des formateurs, des journalistes, qui donnent vie et sens au projet pédagogique du Clemi.

On peut donc lire ce rapport à plusieurs niveaux, soit en s'en tenant aux données chiffrées, soit en parcourant les contributions des formateurs, leurs témoignages ou leurs portraits.

Rapport de Synthèse

concernant les activités de formation réalisées par le Clemi durant l'année scolaire 2003-2004

Le bilan des activités de formation menées au cours de l'année écoulée, tant au plan national qu'académique permet de présenter à la fois une "photographie" de ces activités et, pour certaines d'entre elles, une mise en perspective sur plusieurs années.

Compte tenu du fait que la majorité des activités de formation du Clemi sont organisées dans le cadre des structures de la formation continue des personnels de l'Éducation nationale, et qu'elles dépendent, pour leur réalisation, des politiques de la formation continue mises en œuvre au sein de ces structures, ainsi que des moyens financiers disponibles, on peut considérer que la "photographie" proposée n'est pas exempte d'un certain flou :

Certes, elle reflète la demande de formation exprimée par les enseignants, mais elle reflète aussi la capacité et la volonté des structures de formation à y répondre. Les évolutions du dispositif de la formation continue (transfert de ces activités en direction des IUFM, vigilance accrue de l'administration par rapport aux absences

des enseignants désireux de suivre des stages, transfert des actions de formation de formateurs du national vers les académies, réduction des budgets) entraînent de fait, dans certains cas, des évolutions et des modifications des activités de formation, tant quantitatives que qualitatives.

Elle reflète l'activité d'un réseau de formateurs plus qu'elle ne rend compte de manière exhaustive, de ce qui se fait dans le champ de "l'éducation aux médias". **Des formations, sur des thèmes similaires ou voisins, ont pu être organisées par d'autres formateurs ou d'autres structures que par ceux qui s'inscrivent explicitement dans le projet pédagogique du Clemi. C'est notamment le cas dans un certain nombre d'IUFM. Elles ne sont pas prises en compte ici.**

Des annexes complètent le rapport proprement dit. Elles n'ont pas valeur d'exemplarité, mais tout simplement de témoignage et de reflet de la diversité du travail qui est accompli au quotidien, tant au plan national qu'académique.

Dans le même ordre d'idée, la partie consacrée aux contenus de la formation

continue (chapitre IV) cherche, au-delà des grandes tendances, à rendre perceptible la variété des initiatives de formation prises dans les différentes académies. **Par-delà les chiffres, ce sont en effet des enseignants, des formateurs, qui, au quotidien, donnent vie et sens au projet pédagogique du Clemi.** Par un patient travail d'éveil et de formation, ils aident enseignants et élèves à faire aboutir leurs projets d'éducation aux médias. Derrière la perception réductrice et globale que procurent les chiffres, il y a, comme le confie un formateur de l'académie de Versailles à Édouard Zambeaux, journaliste à RFI, le travail attentif d'artisans (*voir portrait page 10*).

Enfin nous suggérons au lecteur de se reporter aux rapports des années précédentes pour tout ce qui touche aux effets de démultiplication et de mise en synergie. Il y trouvera aussi des éléments rétrospectifs concernant entre autres, les actions de formation réalisées dans le cadre du Plan national de formation (PNF) de 1989 à 2000 (rapport 95/96 et rapport 99/00), certaines des initiatives les plus significatives menées dans le domaine de l'éducation à l'image d'information (rapport 97/98), l'action du Clemi en formation au niveau international (rapport 99/00), ou encore l'apport de l'éducation aux médias dans la mise en place des nouveaux dispositifs d'enseignement (01/02)

1) Les actions de formation continue menées par le Clemi national

a) Nature et répartition des publics

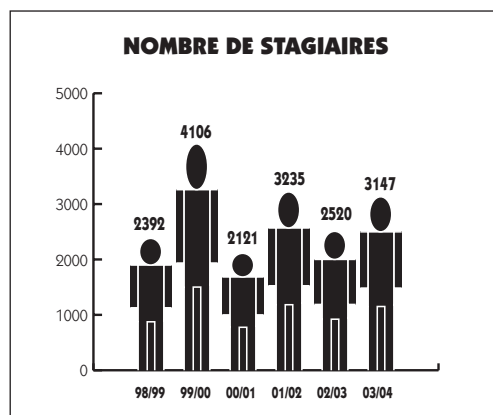
Les stages ont concerné cette année 3 147 personnes, un chiffre qui est dans la partie haute de la moyenne annuelle des formations.

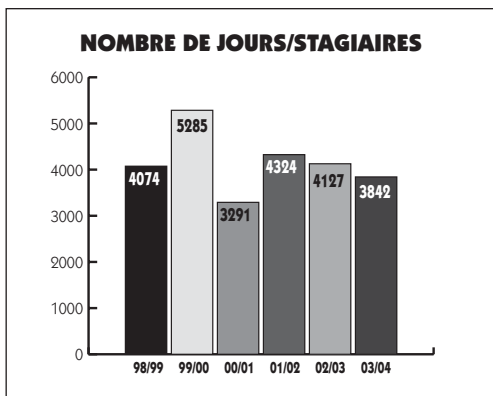
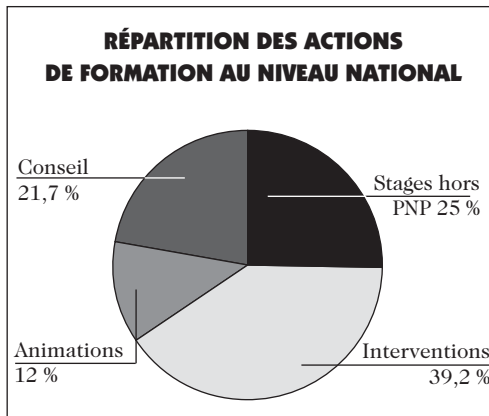
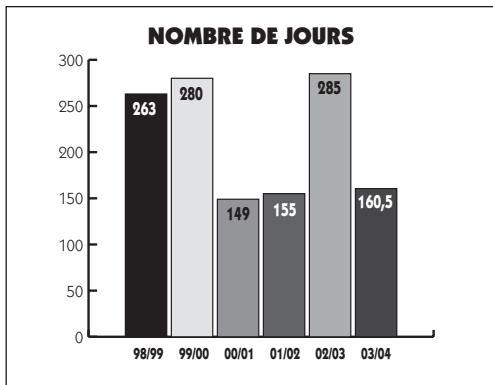
Les écarts que l'on peut constater d'une année sur l'autre sont essentiellement liés au fait que le Clemi a davantage une activité de projets que de programmes planifiés et répétitifs : cela entraîne nécessairement une certaine irrégularité dans le déroulement des activités.

Cependant, le nombre de stages traditionnels, celui des interventions en formation, celui des activités de conseil ainsi que celui des animations réalisées en direction des élèves, est resté quasiment stable par rapport à l'année dernière : 25 stages (contre 27 l'année dernière), 36 interventions (contre 40 l'année dernière), 20 activités de conseil (contre 21 l'année dernière) et 11 interventions d'animation et/ou d'accompagnement de projet (contre 8 l'année dernière).

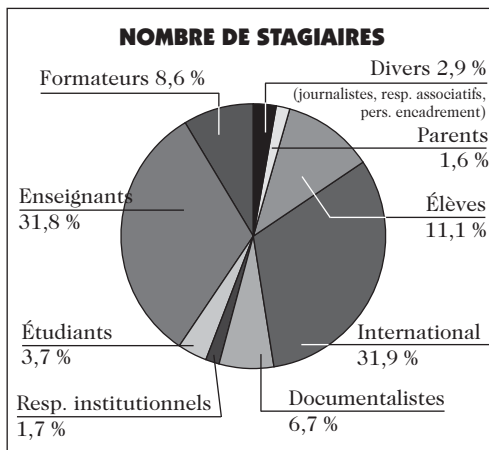
Comme les années précédentes, on constate que les actions traditionnelles de formation sont minoritaires, qu'il s'agisse du nombre d'actions ou du nombre de stagiaires : c'est ainsi que sur un total de 3 147 stagiaires, seuls 548 ont participé à des stages traditionnels organisés par le Clemi, alors que près de cinq fois plus – 2 599 – ont bénéficié d'un apport formatif dans le cadre d'interventions ponctuelles et plus personnalisées.

Ces actes formatifs personnalisés (accompagnement de projet, conseil...) concernent soit une seule personne (doctorants, universitaires, chercheurs étrangers, stagiaires, professionnels des médias), soit des groupes restreints (souvent des enseignants engagés dans des projets pédagogiques innovants), et s'étendent sur des périodes très variables, pouvant aller de la demi-journée à une dizaine de jours ou plus (la plupart du temps en discontinu).



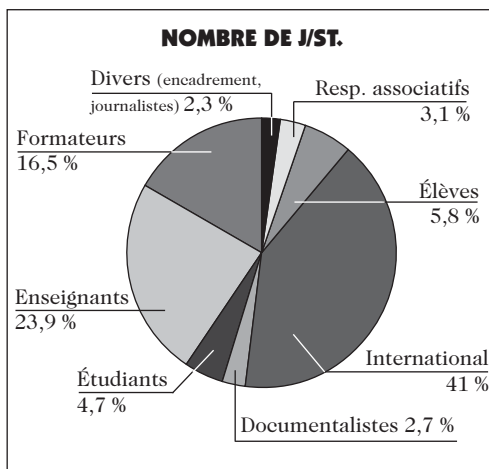


Les actions de formation peuvent par ailleurs se répartir en quelques grandes familles, permettant ainsi de préciser la nature et le poids respectifs des différents publics concernés :



Les formations se répartissent cette année en 3 grandes catégories :

- Stages divers (25),
- Interventions dans le cadre d'un projet de formation (47) ; au sein de ces dernières, nous distinguons, pour améliorer l'intelligibilité des chiffres avancés, deux types d'activités : celles qui sont organisées pour des enseignants ou des formateurs (pour lesquelles nous conservons la dénomination "d'intervention"), et celles qui sont organisées pour des publics mixtes dans lesquels les élèves sont majoritairement représentés (que nous appelons "animations").
- Conseil : 20 actions de conseil ont été menées cette année par le Clemi national ; elles ont concerné 178 personnes et ont représenté 14 journées de formation.



Traduits en pourcentages, ces chiffres font apparaître la répartition suivante entre les différents types d'activités :

Faire du “cousu main”

Rentrer dans le bureau de **Pierre MÉRA**, au rez-de-chaussée du lumineux collège Doisneau de Gonesse, c’est un peu comme pousser les portes d’un atelier d’ébéniste ou celles d’un tailleur de pierre. On est presque étonné de ne pas voir dans un coin un établi et quelques outils inconnus et précieux soigneusement accrochés sur le mur. Le décor est différent, mais l’atmosphère est la même. Artisanale. Ici, comme là bas, on ne façonne que des pièces uniques. « Du cousu main », comme le dit lui-même Pierre Méra. À ceci près qu’ici les « pièces » sont immatérielles car il s’agit de faciliter, d’accompagner la réalisation de projets d’enseignants en matière d’éveil aux médias.

L’éveil aux médias

Et c’est vrai que Pierre Méra, ancien prof d’histoire-géographie, a le discours de l’artisan. À chaque fois qu’il détaille un projet sur lequel il est intervenu, il s’enflamme, raconte des anecdotes... et regrette de ne pas avoir pu, par manque de temps et de moyens, accompagner les enseignants plus avant. Il ne se ment pas Pierre Méra. L’académie de Versailles pour laquelle il est formateur du Clémi c’est 650 établissements, 100 000 personnels, 10 % de l’effectif national des élèves et... une vingtaine de projets accompagnés tous les ans. « Même pas l’équivalent d’un plein temps » lâche-t-il un brin ironique. Gigantisme et artisanat se côtoient. Aucune acrimonie pourtant dans les propos de l’homme qui depuis huit ans maintenant a délaissé les « estrades » au profit de la formation des enseignants. Bien sûr, il a quelques regrets. Il aimerait « initier, susciter » les projets, au lieu de les accompagner. Il souhaiterait y consacrer plus de temps, « façonner plutôt que donner l’impulsion ».



Mais bien vite, il remise ses regrets et s’enflamme à nouveau sur l’importance de l’éveil aux médias. « La prise de parole des élèves eux-mêmes est importante, ce travail d’expression des jeunes est pédagogique ». Il faut donc que les enseignants soient prêts à guider leurs classes dans cette direction car « le plus gros risque de dérapage dans ce domaine d’expression, c’est justement l’absence d’accompagnement ». En observateur averti, il ajoute que « les dérapages sont consubstantiels à la jeunesse, il faut donc apprendre à les anticiper ».

S’interroger sur l’information elle-même

Pour cela la méthode est simple : former les enseignants, leur donner des clés pour la construction de parcours d’expression médiatiques. Et la nouveauté en la matière c’est tout le travail à faire autour de la validation de l’information elle-même. La généralisation d’Internet oblige en effet à s’interroger sur la valeur des infos qui y sont disponibles. C’est cette réflexion que Pierre Méra met en avant lors des stages TICE (technologie de l’information et de la communication pour l’éducation). L’outil, bien sûr, mais le contenu aussi car le « vrai succès c’est de voir, en bout de course, les élèves en train de se poser réellement des questions, de s’interroger sur l’information elle-même ». La voilà, la réalisation à laquelle aspire Pierre Méra. Ensuite, plus tard, il fera autre chose. Tout simplement parce que « quand on sait faire quelque chose il faut se remettre en danger, essayer un nouveau projet ».

Édouard ZAMBEAUX,
journaliste à RFI

b) Quelques éléments de description :

1. LA FORMATION DE FORMATEURS

Elle a revêtu cette année deux formes différentes :

- **Les stages destinés aux formateurs des équipes académiques du Clémi**, pour lesquels un effort régulier est réalisé chaque année : cette année, sur les 29,5 journées

de formation de formateurs, 18, soit près des deux tiers, concernent les coordinateurs et leurs équipes. Les contenus peuvent varier sensiblement d’un stage à l’autre, car ils répondent à des demandes précises de la part des stagiaires, en fonction des besoins qu’ils doivent satisfaire sur le terrain, en fonction aussi de leur domaine de spécialité.

Dans chacun des programmes correspondant, **les accueils dans les médias** représentent un moment important et irremplaçable de l'apport du Clemi : les stagiaires ont l'opportunité de connaître de l'intérieur des univers médiatiques qu'ils n'ont pas la possibilité d'approcher dans leurs académies respectives. Ils prennent connaissance des contraintes professionnelles de ceux qui y travaillent et qu'ils rencontrent sur leur lieu de travail. Ils perçoivent la place que chacun des organismes spécialisés tient au sein du système médiatique. Ces accueils, patiemment préparés et précisément définis, représentent une dimension à part entière de l'offre de formation faite aux stagiaires, facilitent les contacts et les échanges entre les formateurs et les professionnels qui les reçoivent et constituent souvent le point de départ à d'autres actions, telles que visites d'élèves accompagnés de leur enseignant, projets pédagogiques menés en partenariat, interventions de ces mêmes professionnels dans les établissements scolaires ou les IUFM. Indispensables pour les formateurs des équipes académiques du Clemi, ils constituent un complément souvent nécessaire à de nombreux dispositifs de formation mis en place par le Clemi national. Ainsi, cette année, ce sont près de 500 personnes qui ont bénéficié d'un accueil au sein de 38 médias différents, que ce soit dans la presse écrite, à la télévision, à la radio, ou dans des agences de presse, d'images, des boîtes de production...

On trouvera à la fin de ce rapport (cf. **annexe 1**), la liste complète des médias qui ont accueilli des stagiaires, ainsi que la répartition de ces derniers parmi les différents lieux d'accueil.

Cet effort, inscrit dans le moyen terme, illustre la volonté de structuration et de professionnalisation du réseau, le dialogue que le centre national entretient avec les équipes académiques, le besoin que celles-ci éprouvent d'actualiser leurs connaissances dans un domaine dont l'une des

composantes au moins (les médias) est en constante et rapide évolution (mais le système éducatif se transforme aussi, faisant par la même occasion évoluer la nature et les modalités de sa demande envers les médias).

Il se manifeste à travers des dispositifs variés : il peut s'agir d'une formation de formateurs sur un thème spécifique, piloté par un spécialiste du Clemi national sur cette question, comme dans ce stage portant sur "*l'éducation critique au média Internet*" réalisé dans l'académie de la Guadeloupe (cf. **annexe 2**), à la demande de l'équipe académique. Cette formation s'inscrit dans le travail de réflexion et d'élaboration d'outils que pilote le Clemi depuis 3 ans, sous le nom d'**Educaunet**, déjà évoqué dans le précédent rapport. Le programme du stage joint en annexe est par ailleurs accessible sur le site du Clemi, où, grâce à quelques liens hypertextuels, le visiteur en quête d'information peut accéder à certains des contenus du stage, et s'inscrire ainsi dans une démarche plus ou moins explicite d'autoformation. On trouvera dans l'encadré consacré au programme **Educaunet** (voir page 12), ainsi que dans l'**annexe 2bis** correspondante, les compléments d'information permettant de situer la formation évoquée dans son contexte.

Il peut aussi s'agir d'une formation organisée dans les locaux du Clemi à Paris, destinée à apporter aux formateurs nouvellement intégrés dans les équipes académiques des connaissances plus générales concernant à la fois les médias et le projet pédagogique du Clemi (cf. **annexe 3**). On y trouve, aux côtés des membres du Clemi national, des professionnels des médias et des chercheurs. Parmi ces derniers, certains accompagnent l'action du Clemi depuis de nombreuses années, permettant ainsi aux enseignants qui formeront leurs collègues dans le domaine de l'éducation aux médias d'acquérir une culture solide et documentée sur divers aspects des savoirs médiatiques.

Campagne de formation autour du programme européen Educaunet

Depuis 2002, le Clemi national a mené en France une importante campagne de formation destinée à favoriser une éducation critique à Internet, sous l'angle des risques liés à son usage. A destination des formateurs de formateurs, des enseignants, mais aussi plus ponctuellement des animateurs du secteur associatif et des familles, ces actions ont eu pour but de créer, au sein des académies, des équipes ressources en éducation aux médias susceptibles d'impulser et de soutenir des projets liés aux usages d'Internet et à ses risques.

Ces formations se sont inscrites dans le cadre du programme européen **Educaunet**, piloté par le Clemi pour la France, programme qui a bénéficié de 2001 à 2004 du soutien de la Commission européenne, dans son plan d'action "Internet plus sûr".

Au total, le Clemi a sensibilisé en deux ans plus de 1300 éducateurs à l'éducation critique au média Internet, favorisant ainsi la diffusion de la démarche Educaunet. En retour, les éducateurs ont contribué par leurs observations à enrichir une nouvelle version des outils, élaborée parallèlement avec 6 autres pays européens pour l'été 2004.

1 - Formation d'équipes ressources dans les académies

Les stages ont été majoritairement organisés par le Clemi national et une équipe académique, sur deux jours, pour :

- des enseignants formateurs du réseau Clemi, premier et second degré
- des formateurs du réseau TICE, premier et second degré
- des formateurs d'IUFM
- des formateurs AIS
- des éducateurs du milieu associatif.

Ainsi, en juillet 2004, 15 académies disposaient d'un réseau de formateurs susceptibles d'accompagner les enseignants dans leurs démarches d'éducation à Internet sous l'angle de l'éducation aux médias, ainsi que les chefs d'établissements dans leur mission de régulation des usages d'Internet :

- 8 académies disposaient d'une équipe ressource clairement identifiée et composée d'une vingtaine de formateurs : Aix-Marseille, Dijon, Grenoble, Guadeloupe, Nancy-Metz, Nantes, Poitiers, Rennes.

- 7 académies disposaient de formateurs Clemi et d'enseignants sensibilisés à cette thématique : Bordeaux, Clermont-Ferrand, Orléans-Tours, Lille, Créteil, Versailles, Montpellier.

Ce réseau de formateurs, organisé autour du Clemi et des TICE, est en mesure de répondre à différents besoins :

- l'organisation de stages inscrits dans les plans académiques et départementaux, de stages de proximité, de colloques régionaux,
- l'accompagnement de projets pédagogiques dans les établissements des premier et second degrés, en particulier en liaison avec le B2i
- des interventions permettant de conseiller les responsables, en particulier les chefs d'établissements et les directeurs d'école, par rapport aux risques liés aux usages d'Internet.



2 - Généralisation dans les académies

Dès 2003-2004, plusieurs équipes ressources (Aix-Marseille, Clermont-Ferrand, Guadeloupe, Orléans-Tours, Rennes...) ont à leur tour organisé et programmé des formations académiques, départementales ou sur site, parfois avec le réseau TICE de l'académie.

Certaines d'entre elles ont impulsé de véritables projets inter-établissements :

- Ainsi, l'inspection académique d'Annecy a lancé au printemps 2004 une campagne de dotation/formation dans 16 écoles primaires du département considérées comme tête de réseau.
- Dans l'académie de Poitiers, dans le cadre d'un partenariat Clemi-MATICE-CRDP, les 166 collèges de l'académie vont bénéficier d'une demi-journée de formation en octobre-novembre 2004 (soit 13 sessions de formation et environ 300 enseignants concernés) et recevoir le coffret Educaunet. Un suivi sera assuré par le Clemi et l'équipe des 15 formateurs.

Au niveau national comme dans certaines académies, ces formations ont été complétées par des actions de sensibilisation et d'information auprès du secteur associatif, des familles, souvent relayées par les médias régionaux.

Isabelle BREDA (Clemi)

La presse : un enjeu de démocratie pour les jeunes

S'il y a un spécialiste reconnu des médias en France c'est bien lui. Besoin d'un expert ès médias : **Jean-Marie CHARON** est sollicité; nécessité d'un analyste de la profession de journaliste : Charon Jean-Marie est consulté. Il est tout simplement incontournable cet homme avenant et pédagogue. Des questions sur « La presse des jeunes », sur « La presse magazine » ou plus généralement sur « Les médias en France » ? Le hasard fait bien les choses ce sont trois des titres que Jean-Marie Charon a publiés (au cours des cinq dernières années*).

Sociologue au Centre d'étude des mouvements sociaux qui dépend de l'Ehess (Ecole des hautes études en sciences sociales), ingénieur au CNRS, Jean-Marie Charon s'est fait depuis de nombreuses années une spécialité de décrypter les médias tant dans leur contenu que dans leur organisation.

Une gageure au regard des soubresauts incessants qui agitent le petit monde médiatique.



Faire évoluer des à priori négatifs

Depuis la fin des années quatre-vingt, c'est un véritable compagnonnage qui s'est instauré entre Jean-Marie Charon et le Clemi, et qui fait aujourd'hui de lui l'un des piliers, un « historique », de la formation dispensée aux personnels de l'Education nationale. De la structure de la presse à la profession de journaliste en passant par les réflexions autour de la déontologie, c'est presque une approche synoptique de la presse que Jean-Marie Charon a ébauché au cours de quinze années de collaboration avec le Clemi. Et, logiquement, c'est en sociologue qu'il raconte les formations qu'il anime. Il en tire des observations sur la perception qu'ont les enseignants du monde médiatique. Un effet miroir qui devient précieux avec la durée et qui permet de

mesurer des évolutions notables. Jean-Marie Charon observe pourtant un caractère récurrent dans la relation souvent conflictuelle qui lie les enseignants aux médias. « Paradoxalement, confie-t-il, je me suis souvent trouvé dans la position de faire évoluer des à priori négatifs ». Jean-Marie Charon y voit un phénomène de « compétition » entre deux professions intellectuelles : les enseignants et les journalistes. « Comme les chercheurs, ajoute-t-il, les profs ressentent parfois le phénomène de frustration de ces professions qui, malgré leurs capacités, n'ont pas beaucoup accès au débat public ».

Les enseignants en première ligne

C'est donc à un travail de « réhabilitation », si l'on peut dire, que s'emploie en premier lieu le chercheur. Les tables rondes réunissant journalistes et enseignants suscitent, selon lui, les échanges les plus riches car elles permettent « une approche compréhensive et une prise de conscience des contraintes réciproques ». Un constat qui pousse ce sociologue à commencer ses interventions par une définition du métier de journaliste. Une définition à laquelle il peut s'employer de manière crédible n'étant ni juge ni partie. Un moyen surtout de réintroduire « la notion de diversité » à laquelle il est tant attaché. Il ajoute, plus personnel : « J'ai des enfants. Cet échange et ces formations permettent que le travail des médias soit présenté de manière moins caricaturale. Et c'est un enjeu de démocratie pour les jeunes de connaître la presse ». Et ce sont bien les enseignants qui sont en première ligne pour l'éducation aux médias. La boucle est bouclée.

* Editions de La Découverte.

E. Z.

On trouvera ci-dessus le portrait de l'un de ces fidèles intervenants .

Les coordonnateurs, de leur côté, sont réunis chaque année, généralement au cours du premier trimestre de l'année scolaire, à l'occasion d'un séminaire de formation de trois jours qui leur permet de

rencontrer un certain nombre de professionnels des médias, mais aussi ceux qui, au sein du ministère de l'Éducation nationale, sont les interlocuteurs du Clemi dans ses différents secteurs d'intervention, ceux qui accompagnent la mise en œuvre de dossiers par rapport auxquels l'apport du

Clemi trouve sa pertinence. Ce rendez-vous annuel a été cette année sensiblement modifié dans ses modalités, en raison d'une part, de la réunion exceptionnelle qu'a constitué la célébration des 20 ans du Clemi (2 décembre 2003), et d'autre part de l'organisation de la journée de lancement de la publication "*Télévision, mode d'emploi*" (**annexe 4**), à laquelle de très nombreux enseignants, formateurs et prescripteurs ont pu assister.

- **Les stages organisés à destination d'autres publics**, composés essentiellement d'enseignants de français langue étrangère (FLE). Un nombre relativement important de formations ont eu lieu, dans divers pays : L'Algérie, le Canada, l'Estonie, l'Irlande, l'Italie, le Maroc, la Roumanie, la Suède, la Tunisie, le Maroc. Certaines s'inscrivent dans une relation régulière avec les enseignants des pays concernés ; c'est notamment le cas de l'Algérie, pays avec lequel des rendez-vous de formation réguliers existent depuis près de 10 ans (*voir encadré page 15*). Cette année deux stages ont été organisés sur place, l'un de niveau 1, l'autre de niveau 2 (**annexe 5**). Parmi les intervenants de ce dernier stage, on trouve, aux côtés du formateur Clemi responsable de la formation, un journaliste qui, comme le chercheur évoqué précédemment, accompagne les actions de formation du Clemi depuis de très nombreuses années. Son engagement dans les projets d'éducation aux médias et la conviction qui l'anime se retrouvent dans le portrait joint (*voir portrait page 16*).

2. LA DIVERSITÉ DES PUBLICS : DES ÉLÉMENTS CONSTANTS

D'une année sur l'autre, les fluctuations concernant la variété des publics touchés n'est guère significative ; tel public, absent ou peu représenté une année, est représenté ou revient en force l'année suivante, sans que l'on puisse déceler une tendance. Signalons donc simplement les constantes de l'année écoulée :

D'une part, la présence des élèves parmi les publics touchés. Plusieurs raisons à cela : premièrement, l'existence au Clemi du fonds spécifique consacré aux journaux scolaires. L'existence de ce fonds induit en effet des demandes d'enseignants dont les élèves sont engagés dans un projet de journal scolaire (le groupe classe se déplace avec l'enseignant et vient à la fois observer la diversité des publications réalisées par d'autres élèves, et solliciter des conseils pour mener à bien son propre projet).

Deuxièmement, les nouveaux dispositifs d'enseignement incitent un certain nombre d'élèves à se tourner vers le Clemi pour la recherche de documents médiatiques nécessaires à la constitution de leurs dossiers, ou pour bénéficier de conseils relatifs aux pratiques médiatiques d'écriture ou de mise en page nécessaires à la mise en valeur de leur travail.

Troisièmement, le pilotage par le Clemi de programmes pédagogiques, tels que "Fax !" et ses dérivés ("Fax junior" et "Cyberfax") qui associent étroitement enseignants et élèves lors des différentes étapes de leur élaboration et qui induisent des interventions de suivi et de conseil de la part des formateurs du Clemi (**annexe 6**). Notons toutefois que la proportion des élèves touchés à l'occasion d'actions de formation s'est sensiblement réduite au cours des 2 ou 3 dernières années au Clemi national, contrairement à ce qui se passe au niveau académique, où elle a plutôt tendance à croître. Nous reviendrons sur ce point, avec quelques documents à l'appui, dans la partie du rapport consacré aux activités académiques.

D'autre part, le niveau toujours soutenu de l'international, qui correspond à une part significative de l'activité de l'équipe nationale (plus de 30 % des stagiaires cette année), avec des formations dont l'accent peut aussi bien porter sur l'éducation aux médias que sur les usages pédagogiques des médias dans l'apprentissage du français langue étrangère ; elles peuvent aussi bien se dérouler à l'étranger, à la demande d'un

Le Clemi et les associations algériennes : 10 ans de collaboration

Les associations algériennes, nombreuses et variées, sont particulièrement dynamiques et bon nombre d'entre elles publient un bulletin par le biais duquel elles font connaître leurs actions. Certains d'entre eux jouent véritablement un rôle de média de proximité à destination de publics particuliers. Or les responsables de ces publications estiment — souvent à juste titre — que leurs productions sont très imparfaites et, donc, n'atteignent pas le but qu'elles se sont fixé. De plus, la parution de chaque numéro est souvent aléatoire : date de parution, pagination, ligne éditoriale, qualité des illustrations... sont souvent irrégulières.

Par ailleurs, bon nombre d'autres associations ont un projet de publication qui reste à l'état de projet faute de savoir-faire.

Enseignants et structures associatives

Ces bulletins associatifs jouissent d'une liberté de contenu et de ton qu'en France on ne soupçonne pas a priori. De nombreux enseignants militent par ailleurs au sein des associations algériennes.

En 1995, un responsable de l'association Necfa (Nouveaux échanges culturels franco-algériens) dont le siège est à Paris, a pris contact avec le Clemi afin d'étudier la faisabilité d'une formation à destination de ces associations.

Le principe d'une formation de 5 jours a été arrêté. Intitulée : "Produire des journaux en milieux scolaire et associatif", elle vise les objectifs suivants :

- acquérir les connaissances de base pour réaliser une publication (déontologie, techniques rédactionnelles, mise en page...).
- apprendre à organiser une équipe de rédaction.
- rencontrer des journalistes dans leur environnement

professionnel et des responsables de publications associatives.

Compte tenu de la situation intérieure de l'Algérie, il n'était pas envisageable d'organiser cette action ailleurs qu'à Paris. L'Ambassade de France à Alger et plusieurs organisations françaises ont permis qu'en décembre 1995 une douzaine de stagiaires soient acheminés et hébergés. Pendant 5 jours, ils ont suivi la formation animée par des formateurs du Clemi et des professionnels des médias.

La même action a été reconduite à Paris chaque année jusqu'en 2002.



De la production d'un bulletin à l'éducation aux médias

La situation intérieure de l'Algérie s'étant apaisée, 3 personnes du Clemi et de Necfa se sont rendues en Algérie en avril 2003 afin d'étudier la possibilité d'organiser

cette formation en Algérie. L'Ambassade de France, le Centre culturel français d'Alger et le C.I.A.R.A. (Centre d'Initiation à des Activités de Recherche Appliquée) ont été intéressés et ont donné leur accord. La première session s'est déroulée à Alger en décembre de la même année ; la suivante en novembre 2004. Notons au passage qu'en juillet 2004, s'est déroulée à Alger une formation de niveau 2 consacrée principalement à l'écriture de presse.

La demande est importante : le Clemi est sollicité pour multiplier ces actions en divers lieux d'Algérie, pour offrir des formations complémentaires, pour évaluer les productions des associations. De plus, à titre individuel, de nombreux enseignants algériens demandent à être formés à l'éducation aux médias.

Michel HUGUIER (Clemi)

organisme particulier, qu'en France, où des groupes d'enseignants étrangers en stage dans une structure d'accueil, souhaitent connaître les activités et les ressources du Clemi. C'est ainsi notamment que, de manière régulière, les formateurs du Clemi animent des modules dans le cadre du stage d'été que le CIEP (Centre

international d'études pédagogiques) organise tous les ans, durant le mois de juillet, dans les locaux de l'université de Caen. Signalons aussi des stages très complets autour de l'image, tels que celui que nous avons organisé en Estonie à l'intention de professeurs de français langue étrangère, à la demande du Centre culturel français

Médias et système économique

Prosaique. Il est ainsi **Serge GUÉRIN**. « Pas idéologue », comme il tient lui-même à le préciser en préalable. Pourtant ses premiers pas dans le monde de la presse auront été pour défendre une idée, un « combat », pour reprendre ses propres termes : « Promouvoir les écoles fleuries ». C'était il y a une bonne trentaine d'années et Serge Guérin venait, pour cette cause, de créer son premier « titre », un journal édité par des écoliers.

Entre prosaïsme et idéalisme

Pas idéologue donc mais quand même combattant. Quelques décennies plus tard, on retrouve chez l'adulte ces deux facettes, entre lesquelles il semble encore osciller. Les pieds sur terre, il dirige les rédactions de cinq magazines de presse spécialisée, dans des domaines aussi variés que la maintenance, les arts graphiques ou les maisons de retraite. La tête dans les étoiles et les idées en sautoir, il veut redonner vie à Média un magazine apportant « une critique décalée » de l'actualité et des débats qui parcourent le monde de l'information. Un projet quasi associatif où Serge Guérin fait œuvre de bénévolat et qui, pour l'instant, tire tout de même à 25 000 exemplaires.

Prosaïque Serge Guérin ? Pas uniquement donc. C'est ce mélange, cette « complémentarité » qu'il tente de partager. Comme le dit cet homme virevoltant : « Le compromis n'est pas un drame, mes rares certitudes s'estompent avec le temps et le contact avec des réalités différentes, notamment celles des enseignants ». À tel point qu'on se demande parfois qui, de l'un ou des autres, retire le plus de bénéfice de ces formations. Encore une fois le côté « idéaliste » reprend le dessus et Serge Guérin, de son



rythme de voix saccadé, de conclure : « J'en ressors plus riche ».

Puis soudain, il remet sa casquette d'expert. L'enseignant en sciences de la communication qu'il est à la fac de Lyon II, le responsable d'une équipe rédactionnelle reprend le dessus. « Il y a une réalité, je la décrypte. C'est tout ». Et ce n'est pas forcément poétique. C.Q.F.D.

« Il existe une économie générale et les médias n'y échappent pas » pose-t-il en axiome avant d'ajouter, un brin provocant : « L'argent n'est pas pire dans la presse qu'ailleurs ». Prosaïque dit-on.

Pour une « diététique des médias »

Il faut donc comprendre comment fonctionne cette économie et c'est à cet exercice que s'emploie Serge Guérin lors des différentes formations qu'il anime depuis une grosse dizaine d'années pour le Clemi. Décryptage, tel est son maître mot.

Une compréhension d'autant plus indispensable que selon Serge Guérin il existe deux formes de médias chargés de transmettre les informations ou les connaissances : les profs et les journalistes. Autant qu'ils se connaissent et se comprennent afin d'éviter les fantasmes et les certitudes erronées, tant dans un sens que dans l'autre. Il faut aider les enseignants à mieux comprendre les contraintes économiques des organes de presse, afin qu'ils puissent éclairer leurs élèves car, « Les médias c'est comme le reste il faut savoir les consommer », savoir ce qu'il y a dedans. C'est pour cette raison que Serge Guérin résume son intention d'une formule lapidaire et imagée : « Faire de la diététique des médias ». Bon appétit donc.

E. Z.

dans ce pays (**annexe 7**). Cette caractéristique est propre au centre national, les équipes académiques n'intervenant dans ce domaine que de manière résiduelle (1,2 % des stagiaires formés, cette année), et souvenent à la demande du centre national.

Enfin, l'articulation souvent très étroite qui s'établit dans un certain nombre de cas entre formation et recherche, la première s'alimentant de la seconde, et la suscitant

dans le même temps. Cette proximité entre les deux domaines d'activité est notamment perceptible lors de la tenue de colloques ou de journées d'étude, où les chercheurs constituent le public majoritaire aussi bien parmi les intervenants que parmi les participants. Le Clemi, qui y est associé ou qui en est à l'initiative, facilite ainsi les échanges entre recherche et formation dans le domaine de l'éducation aux médias.

Pour illustrer de quelques exemples cette situation, on peut citer la participation du Clemi aux ateliers de l'Inathèque, autour du DVD-Rom "Apprendre la Télévision: le JT", à des séminaires de l'Unesco, notamment celui organisé à Tunis sur le thème de l'éducation aux médias, à des colloques enfin, comme celui qui a été organisé en Italie, à Rimini, par l'association Zaffiria, sur le thème des "Programmes d'éducation aux médias en Europe". Les projets européens pilotés par le Clemi sont aussi des occasions de réunir des chercheurs de différents pays afin de faire le point sur tel ou tel aspect de l'éducation aux médias. C'est ainsi que, dans le cadre du projet "Mediaeduc", subventionné par la commission européenne, un congrès s'est tenu à Belfast, en Irlande du Nord, sur le thème de l'éducation aux médias en Europe, réunissant durant 2 jours une centaine de chercheurs venus de nombreux pays de l'Union européenne (annexe 8). Il faut mentionner aussi les conférences de spécialistes qui se tiennent au Clemi dans le cadre des activités du Credam (Centre de recherche sur l'éducation aux médias; Université de Paris III).

3. LES CARACTÉRISTIQUES DE CETTE ANNÉE :

Plusieurs actions, ont été organisées en direction des cadres du système éducatif et de certains de ses hauts fonctionnaires. Dans le premier cas, il s'agit d'une formation qui résulte d'une collaboration régulière que le Clemi entretient avec l'École supérieure de l'Éducation nationale (ESEN); dans ce cadre, nous avons reçu dans nos locaux une quinzaine d'IA-DSDEN ayant récemment pris leurs fonctions, pour renforcer leur maîtrise de la communication en direction des médias, et leur permettre de mieux comprendre les enjeux et les contraintes de ceux-ci, notamment en matière de traitement de l'information (annexe 9).

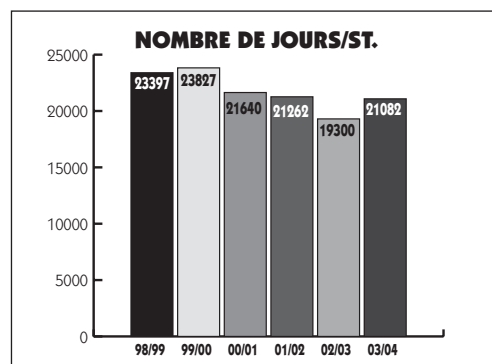
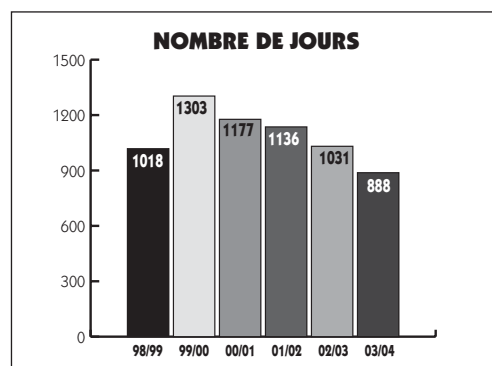
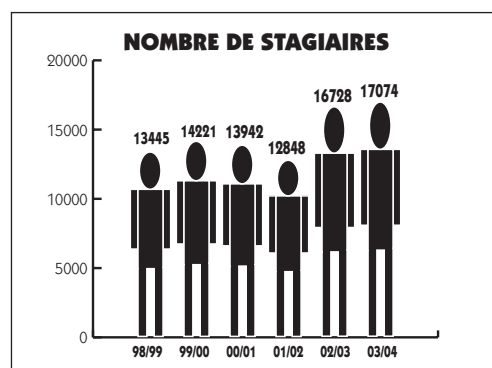
Deux sessions d'une journée ont par ailleurs été organisées à l'intention de quelques recteurs, à la demande de la

Délégation à la communication du ministère de l'Éducation, portant notamment sur une meilleure connaissance des contraintes de la télévision et des phénomènes d'opinion.

II) Les actions de formation menées par les équipes académiques

a) La formation continue

Elle a concerné 17 074 stagiaires cette année.



Parallèlement aux chiffres du Clemi national et à ceux de la formation initiale, ceux de la formation continue sont en hausse par rapport à ceux de l'année dernière : + 2 % pour le nombre de stagiaires et + 9 % pour le nombre de journées/stagiaires (après plusieurs années négatives : - 9,5 % l'année dernière, - 2 % l'année d'avant). Ces chiffres globaux méritent toutefois quelques commentaires : malgré les nombreuses restrictions budgétaires qui, ici ou là, frappent les budgets de la formation continue et qui entraînent soit des annulations de stages, soit des politiques restrictives en termes de sélection des propositions faites par les équipes de formateurs, le nombre de stagiaires augmente. Ce n'est pas le cas du nombre de journées de stages, dont la diminution constante depuis maintenant 5 ans est le reflet du raccourcissement systématique des durées de stages (conséquence des restrictions budgétaires). Il faut par ailleurs faire la part des différents publics concernés dans l'augmentation globale constatée : le nombre d'enseignants (formateurs, enseignants du premier et du second degré) augmente de 12 % (ce qui est appréciable), mais il ne représente qu'un peu plus de 50 % des publics touchés, l'autre partie étant constituée d'élèves engagés dans des projets d'éducation aux médias aux côtés de leurs professeurs. Il faut voir dans ces chiffres la marque d'une demande soutenue de nos différents partenaires, et particulièrement du corps enseignant, et une conséquence du dynamisme des équipes académiques de formateurs, dont l'existence est pleinement reconnue, et le champ de compétence de plus en plus clairement identifié par leurs divers interlocuteurs institutionnels. L'une des conséquences de cette reconnaissance est aussi que les formateurs sont plus souvent amenés à intervenir dans le cadre de formations organisées par d'autres réseaux, sur leur domaine de compétence propre, lorsque celui-ci est ponctuellement concerné au sein d'une formation sur un thème qui déborde l'éducation aux médias.

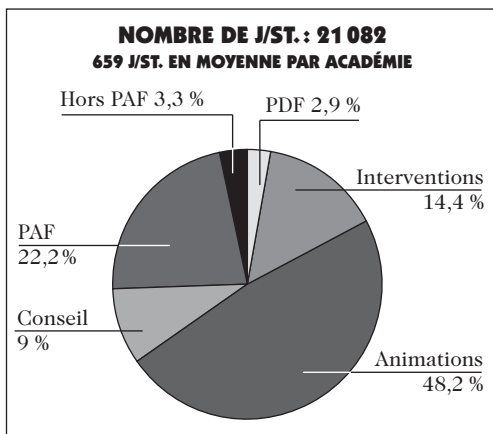
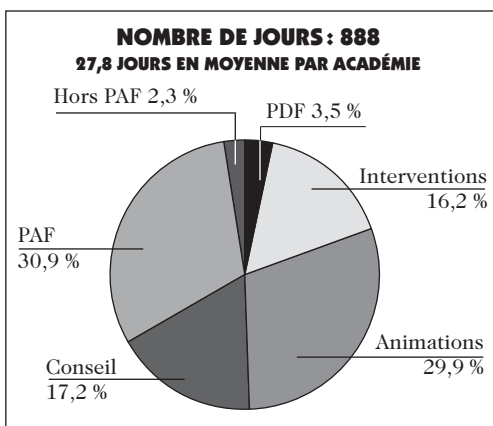
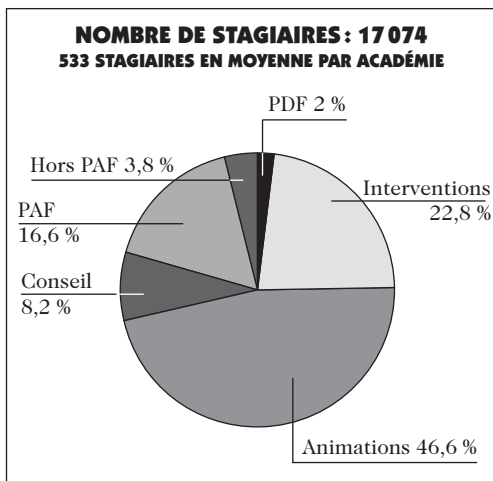
1. CARACTÉRISTIQUES

Les académies sont à l'initiative de plusieurs types d'actions :

- Des actions à caractère académique, telles que les stages du PAF (161 stages, soit 5 stages par académie en moyenne), et plusieurs colloques (2) ;
- Des actions à caractère académique organisées en dehors du PAF (33 stages, dont 16 dans le cadre des plans départementaux de formation, soit 1 stage par académie en moyenne) ;
- Des interventions diverses (173, soit 5,4 interventions par académie en moyenne) ;
- Des activités de conseil, auprès d'enseignants, d'établissements ou de divers partenaires (148, soit 4,6 en moyenne par académie) ;
- Des animations (activités organisées en direction de publics majoritairement composés d'élèves), qui représentent cette année 269 actions distinctes, soit en moyenne 8,4 par académie.

Ces formations obéissent à deux grands types de démarches : l'une qui repose sur une politique de l'offre (les stages du PAF, dans leur grande majorité), et l'autre qui repose sur une politique de la demande (Les interventions diverses, les stages réalisés à la demande d'autres partenaires que le système éducatif, les actions de Conseil...). C'est plus particulièrement dans les propositions du PAF que peut se manifester la mise en œuvre d'une politique de formation de la part du Clemi académique, d'un projet dans lequel la formation occupe une place stratégique. Reste à la faire connaître à ceux qui sont potentiellement concernés, les enseignants, et à la rendre lisible et aisément compréhensible. C'est ce à quoi s'emploie l'équipe de l'académie de Dijon, en publiant une lettre de liaison régulière, qui permet, pour ce qui concerne la formation, d'avoir accès d'un simple coup d'œil, à l'ensemble des propositions et à leur statut au sein du PAF (annexe 10).

Les stages du PAF se répartissent, quant à eux, en stages à "candidature indi-



première catégorie, ce qui peut paraître surprenant dans un contexte où l'on encourage les formations répondant à des besoins exprimés au niveau de l'établissement ou du bassin d'établissements. Quant aux actions de formation destinées à des formateurs, elles passent cette année à 19 % de la totalité des stages réalisés (contre 13 % l'année dernière; sans doute y a-t-il là un effet des actions de formations de formateurs qui ont été mises en place dans le cadre du projet européen "Educaunet", cf. p. 12 et annexe 2bis). Parmi ces actions de formation destinées à des formateurs de formateurs, mentionnons à nouveau l'initiative de l'académie de Créteil qui, comme l'année dernière, proposait, dans le cadre du plan de formation de formateurs de l'IUFM, un stage qui avait pour thème: "Rituels et fonctions de la parole: de la télévision aux situations de formation, quels transferts possibles?" (Annexe 11).

Les stages du PAF représentent cette année 16,6 % (ce chiffre est stable depuis plusieurs années) des enseignants touchés dans le cadre d'actions de formation, alors qu'un peu plus de 30 % (21 % l'année dernière) le sont dans le cadre d'interventions diverses (suivi ou accompagnement de projets, interventions dans le cadre de formations organisées par d'autres réseaux...). Ces dernières ont été divisées en deux grandes familles: celles qui correspondent à une intervention ponctuelle dans le cadre d'une activité de formation organisée par ailleurs, et celles qui correspondent à un apport plus personnalisé, souvent lors de la mise en place d'un projet ou de son déroulement; ce dernier type d'apport est particulièrement exigeant, car il demande, de la part des formateurs, disponibilité et adaptabilité: nous l'avons identifié comme pour les activités du centre national, sous le nom de "conseil". C'est l'occasion de rappeler que la notion de projet y est souvent prépondérante, liée dans de nombreux cas à la mise en place de partenariats avec des

viduelle" (86 soit 53,4 % des stages), et en stages "d'établissement" (44, soit 27,3 % des stages); cette année, le rapport entre stages à candidatures individuelles et stages d'établissement est favorable à la

médias locaux (cf. sur ce point particulier, le rapport de l'année 98/99, où un ample développement est consacré à la notion de partenariat), et à la production d'écrits médiatiques.

C'est ce que certaines académies, identifient comme des "Formations-actions", c'est-à-dire des formations en prise directe sur une démarche de production associant divers acteurs et divers partenaires dans le cadre d'un projet pédagogique transversal, inscrit dans le moyen terme ; les formations deviennent dans ces circonstances, soit des moments de régulation du dispositif, soit des moyens d'intégrer de nouveaux acteurs désireux de faire participer leurs élèves au projet collectif.

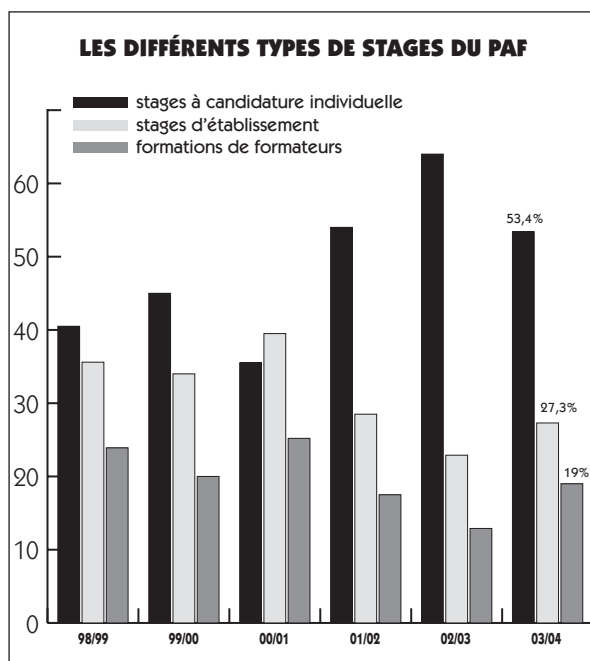
Cette prise en compte, par la formation, des demandes précises du terrain et des logiques propres au partenariat, explique aussi que de nombreux élèves soient parties prenantes de certaines actions de formation. Ainsi, dans l'encadré ci-contre, on voit bien comment la capacité d'expertise du formateur Clemi est identifiée et sollicitée dans le cadre d'une démarche qui s'inscrit dans la vie d'un groupe classe et qui associe plusieurs enseignants de l'établissement. Le formateur vient valider des options, suggérer des démarches, consolider des choix, donner du sens à un projet. Les élèves sont au cœur du projet pédagogique, et l'intervention du formateur n'aurait guère de sens si elle ne s'adressait qu'aux enseignants concernés. L'augmentation massive du nom-

bre d'élèves dans le cadre de formations organisées par le Clemi s'explique principalement par ces raisons. C'est réellement une marque caractéristique de la démarche pédagogique du Clemi, qui combine l'attention portée à la parole des jeunes, telle qu'elle peut s'exprimer à travers des supports médiatiques, la démarche de projet et le souci du partenariat, principalement avec les médias. De nombreux autres exemples pourraient être présentés. Nous en évoquerons un autre, s'inscrivant dans un partenariat avec radio Bleu Gironde, lorsque nous aborderons les principaux thèmes de formation (cf. p. 32).

2. LES COLLOQUES

Parmi l'ensemble des formations organisées au niveau académique, plusieurs d'entre elles méritent une mention particulière : ce sont les colloques. Ils représentent une activité qui, bien qu'académique, dépasse largement le cadre d'un simple stage, aussi bien par le nombre des participants, par la variété des dispositifs proposés, que par la notoriété des intervenants.

Leur nombre varie au fil des ans : celui organisé par l'académie de Toulouse est



le plus ancien ; il a pendant plusieurs années été le seul. Il en est cette année à sa 11^e édition et il a abordé le cinéma documentaire en prenant cette année pour thème : "Filmer le conflit" ; parallèlement, une rétrospective était dédiée à Chris Marker. Organisé en partenariat avec de nombreux organismes (l'INA, l'École supérieure

« Mais nous, ON VEUT être des objets ! » Ou l'ordinaire des jours d'une formatrice Clemi

Mercredi 1^{er} octobre, 8 heures du matin au lycée Alexandra David Néel de Digne (04), après deux heures de route (on ne fera pas mention de l'heure de lever, son évocation est pour moi insupportable).

J'assure ce matin-là une formation d'accompagnement d'un PPCP "journal" d'une classe de BEP sanitaire et social. Sont présents 26 filles et 4 garçons, de 17 ans environ, 4 enseignants de la classe et 1 documentaliste. Mon intervention est prévue pour la demi-journée.

Le projet de journal est déjà lancé depuis la rentrée. Je me le fais préciser : « un magazine », me dit-on. C'est un peu flou, mais j'apprends que les élèves ont déjà des idées d'articles et des questions à me poser. Je démarre sur un petit préambule à ma façon : journal, citoyenneté, participation au dialogue social, devenir émetteur d'information, savoir à qui l'on s'adresse, ne pas reproduire ce qui existe déjà, la parole originale, l'expression, etc.

Les yeux écarquillés des élèves, les bouches béantes des enseignants et le silence absolu qui règne dans la salle m'alertent. Je m'interromps, je les laisse me questionner, et suis rassurée par leurs questions fort judicieuses sur le lectorat de la presse. Je leur propose ensuite un feuilletage de journaux lycéens : les élèves sont intéressés mais regardent ces journaux avec un peu de mépris, surtout les articles un peu politiques, un peu engagés.



Pause. Les élèves sortent en récréation. Je reste avec les enseignants qui me paraissent rassurés quant au sens éducatif du projet qu'ils ont initié. Au-delà peut-être, pour certains, des représentations qu'ils en avaient jusqu'alors. On se met d'accord sur le fait qu'il s'agit bien d'un projet d'expression et de communication, d'une expérience de citoyenneté à vivre, et pas de la seule réalisation d'un produit centré sur la fabrication et la vente...

Reprise. Viennent les questions des élèves. Elles doivent porter, me dit-on, sur « les droits ». Ravie, je m'attends à mes marottes habituelles : « Est-ce qu'on peut tout dire ? » « Est-ce qu'on peut nous censurer ? etc. ». Le groupe de 4 filles qui avaient choisi la rubrique mode prend la parole :

« On va aller en ville dans les magasins de vêtements qui nous plaisent, dans les instituts de beauté et les salons de coiffure, on va se faire photographier avec les vêtements, les coiffures et les maquillages, et on mettra les photos dans notre journal avec le nom des boutiques, en disant ce qu'on aime bien. Comme on rend service au magasin, on leur demandera une participation financière pour pouvoir imprimer les

photos sur papier glacé, et en couleur. A qui faut-il demander l'autorisation ? »

Et tout le monde d'attendre ma réponse : la réponse officielle de la dame du rectorat... Un peu interloquée mais toujours vaillante, j'explique que cela s'appelle de la publicité, que notre société le permet effectivement, mais qu'à l'école, c'est interdit. J'argente, je prends les exemples de la presse féminine, je parle de l'indépendance rédactionnelle, j'explique qu'on peut faire des articles sur la mode sans faire de la promotion, etc.

La documentaliste (se montrant favorable à mon intervention), aux élèves : « On vous dit cela parce qu'on pense que vous pouvez faire mieux que d'être un objet, un support de pub... »

Une élève, avec conviction, et parlant tout à coup avec grande assurance : « Mais nous ON VEUT être des objets ! Alors, si nous on est d'accord, pourquoi on ne nous laisse pas faire ? En plus,

y'a des classes que le lycée sponsorise pour faire des voyages, pourquoi à nous on veut pas nous payer le papier glacé et les photos couleur ? ».

Et je réponds clairement : Non. J'explique, mais je réponds NON. Ces gamines qui ont tout compris de l'économie libérale vont sûrement m'accuser de censure. Tant pis.

Ça sonne, je suis sonnée aussi. Les élèves partent un peu déstabilisés. Mais peut-être aussi, me dis-je en mon for intérieur, un peu rassurés ? J'ai

un for intérieur fort optimiste. J'explique aux enseignants qu'il était plus facile pour moi, de l'extérieur (« la dame du rectorat »), de donner cette réponse. Ils pourront utiliser cette référence pour poursuivre le projet, et la décision leur appartient. Je suis revenue les voir trois fois dans l'année.

Épilogue... 11 mai, 15 heures au rectorat d'Aix : Une dizaine d'élèves de BEP sanitaire et social du lycée Alexandra David Néel de Digne, fières et pomponnées, accompagnées de leurs professeurs, sont reçues en grande pompe par le recteur Lacroix : la classe a été désignée, par un jury dont je ne faisais pas partie, lauréate du 1^{er} prix du concours de journaux scolaires, catégorie lycée.

Ces élèves-là et leurs professeurs, ont largement mérité l'hommage qui leur était rendu. Par un travail de longue haleine, article après article, débat après débat, ponctués de quelques conflits, ils se sont vraiment parlé et ont construit du sens à leurs propos dans un vrai journal de belle facture, intitulé Alexandra David News. Il a séduit le jury parce que ce qu'on lit dans ses pages ne ressemble à rien de ce qu'on pourrait trouver ailleurs.

Odile CHENEVEZ, coordonnatrice, Académie d'Aix-Marseille

d'audiovisuel, la cinémathèque de Toulouse, le Conseil régional Midi-Pyrénées, la Fondation Varenne, pour ne citer que les principaux), il réunit durant trois journées une centaine de personnes qui partagent une même passion pour les médias et leur rapport au réel ; à la fois "stage, colloque et festival" (pour reprendre le texte d'une de ses plaquettes de présentation), il associe, autour de figures de premier plan du film documentaire, des professionnels, des universitaires, des formateurs, des enseignants, des étudiants et des élèves, ces derniers étant directement associés au déroulement de la manifestation grâce au travail qu'ils ont réalisé en amont avec leurs enseignants sur certaines des œuvres présentées dans le cadre du colloque.

On trouvera en annexe (cf. **annexe 12**) le programme de cette manifestation et celui des ateliers menés avec les élèves à partir des œuvres projetées dans le cadre du festival. Là encore, on peut constater que les élèves sont directement associés à la démarche de formation qui s'adresse aux enseignants ou aux formateurs, et l'on peut parier que leur présence vivifie les échanges, permet d'établir un contact direct entre les créateurs et leur jeune public, donne de la vie et du sens à la réflexion pédagogique.

L'équipe du Clemi de l'académie de Dijon a renouvelé pour la sixième fois cette année son initiative des années précédentes, en organisant un colloque de deux jours sur le thème : "*Médias en temps de guerre : pour quelle information ?*" (cf. **annexe 13**). L'importance de la manifestation (une centaine de personnes) nécessite, là aussi, un partenariat diversifié, faisant appel à de nombreuses institutions. Les intervenants, professionnels des médias et universitaires, se sont attachés cette année à expliquer comment est produite l'information par les médias en temps de guerre, quelles sont ses sources, quels sont les enjeux géostratégiques qui y sont attachés, quelles peuvent être les conséquences du contexte concurrentiel

dans lequel elles sont produites... et bien sûr, les prolongements pédagogiques qui peuvent être tirés de ces différentes approches.

Ces manifestations, à mi-chemin entre la formation et le séminaire spécialisé, permettent de donner de la "visibilité" à certaines questions se rapportant à l'éducation aux médias, d'explorer certains de ses territoires peu fréquentés, d'y impliquer les différents acteurs de l'académie, de sensibiliser les différents participants, et en même temps de réaliser un travail en profondeur avec les enseignants et les élèves, sur des thèmes qui font par ailleurs l'objet de démarches pédagogiques précises et souvent innovantes. Car ces "événements", au-delà de leurs éventuels prolongements médiatiques, sont d'abord le point d'aboutissement d'un patient et régulier travail pédagogique réalisé dans les établissements et dans les classes avec d'autres enseignants, des chefs d'établissement, et bien évidemment, les élèves.

Ces dispositifs de formation, plus complexes, plus transversaux, plus importants, créent souvent une dynamique et deviennent ainsi un rendez-vous annuel pour les enseignants, les chercheurs et les professionnels des médias, concernés par le domaine de réflexion défini par le colloque. Toulouse en est, nous l'avons dit, à son onzième colloque sur le cinéma documentaire ; Dijon prépare la septième édition de ses rencontres.

Il faut au passage souligner que ces manifestations, certes visibles, gratifiantes, enrichissantes, demandent de la part de leurs organisateurs, qui n'ont bien souvent pas beaucoup de moyens ni de temps, une énergie sans faille, des trésors d'imagination et le sacrifice de beaucoup de temps libre. Le corollaire de cet investissement personnel des formateurs du Clemi, qui contribue à la visibilité du dossier de l'éducation aux médias, et à sa prise en compte par les enseignants et les élèves, c'est le sentiment d'une conviction, souvent partagée avec les parte-

Faire pousser des idées

Après vingt-deux ans dans l'enseignement, **Nathalie BARBERY** a su garder intacte sa motivation. Sa recette: mettre un peu de Clemi dans la vie de son lycée du Creusot, le lycée Lavoisier. "C'est une collègue d'histoire-géo qui m'a parlé pour la première fois du Clemi. Je faisais un travail sur la presse avec mes élèves et elle m'a conseillé de m'adresser à cet organisme pour m'aider à approfondir mon travail", raconte l'enseignante en sciences économiques et sociales. Elle qui, parmi ses autres vocations, cite volontiers le journalisme, n'hésite pas et décroche son téléphone. "À ce moment-là, j'étais davantage dans l'analyse de la presse, la critique de la manipulation, la place des médias dans la vie du citoyen... Le Clemi a amené un côté plus pratique en me permettant de mettre les élèves dans de réelles situations d'écriture."

Une rencontre décisive

Elle rencontre Dominique Gaye et Elizabeth Goubert et suit avec intérêt l'évolution du Millefeuille, un journal scolaire mis en place au collège de Buxy. "Dominique a vu que j'étais intéressée et m'a proposé un stage de formation de quatre jours au Clemi national à Paris. Le thème en était "La presse et l'économie", c'était mon domaine! Au programme, visites de grands médias, rencontres avec des journalistes professionnels et mise en commun des expériences de chacun des professeurs présents.

Nathalie Barbery est désormais formatrice pour les stages du Clemi dans l'académie de Dijon, d'abord en binôme puis, avec l'expérience, en solo. Il s'agit aussi bien de former les enseignants à l'éducation aux médias que d'aider des lycéens à décrypter l'actualité ou à réaliser leur propre journal scolaire. "Beaucoup de jeunes comme d'adultes ne savent pas comment fonctionnent les médias, alors quand on fait ces stages, on n'enfoncé pas des portes ouvertes! Il s'agit souvent de découverte quand on aborde des thèmes comme la concentration des médias ou le rôle de la publicité dans le financement des journaux..." Nathalie Barbery prend plaisir à décortiquer l'univers des médias, à organiser des colloques, à rencontrer des gens du métier "qui sortent de l'ordinaire". Et l'écho est très positif: "Désormais tous

nos stages sont pleins, se félicite-t-elle, alors qu'au début, on avait du mal à les remplir."

Montrer l'importance et les limites des médias

Chaque année elle continue à participer à la Semaine de la presse à l'école avec ses classes où elle dispense bien sûr des cours d'éducation aux médias. "Ça change le quotidien pour moi comme pour eux. Le côté "esprit critique" sur la presse leur plaît... Les élèves ne sont pas des entonnoirs simples réceptacles d'un savoir; la notion de plaisir doit prévaloir." Si elle avoue que lors de ses premiers cours "journalistiques", elle avait tendance à présenter une vision très décapante de la presse, aujourd'hui elle connaît son sujet: "J'essaye de plus relativiser les

aspects négatifs, de montrer aussi qu'il existe des marges de manoeuvre dans les médias, même si la désinformation, les connivences existent dans ce milieu. Je veux autant souligner les limites que l'importance de la presse." Sans nier que parfois les lycéens comme leurs parents fuient les informations pour leur côté déprimant, Nathalie Barbery poursuit son petit bonhomme de chemin avec le Clemi.

Quelques heures de détachement par semaine et une bonne dose d'heures supplémentaires, elle ne compte pas son temps. "Je commence à accumuler pas mal de souvenirs! Sourit-elle. Faire de la presse, c'est aussi découvrir le travail en groupe, apprendre à se supporter... Et parfois c'est délicat quand on ne se couche pas de la nuit pour boucler le journal du lendemain!!!

Mais la plus belle récompense, ce sont bien sûr les anciens élèves qui la lui offrent lorsqu'ils fondent leur propre journal scolaire ou lorsqu'ils deviennent journalistes professionnels. "On ne fait que planter des petites graines...", conclut simplement la prof. Et pour elle, le Clemi a la main verte.

Aurélie JUILLARD

Etudiante à l'IUT de journalisme de Tours
Modératrice de Typo Dijon



naires journalistes qui s'engagent à leur côté. C'est ce qui ressort avec force du portrait que signe Aurélie Juillard, étu-

diane en journalisme, ancienne élève de l'un des membres de l'équipe du Clemi de l'académie de Dijon.

3. LES FORMATIONS INTÉGRÉES

Il s'agit de formations qui prennent place dans des dispositifs plus complexes et plus complets qui leur confèrent une forte valeur ajoutée.

La formation peut trouver sa place au sein d'une manifestation professionnelle : c'est le cas dans l'académie de Montpellier avec le festival "*Visa pour l'image*" qui se déroule tous les ans au début du mois de septembre à Perpignan. Afin de faire profiter les enseignants de cet environnement exceptionnel que constitue le festival, rendez-vous de tous les grands noms du reportage photographique, le Clemi académique a convaincu les organisateurs d'y accueillir une formation du PAF consacrée au photojournalisme (cf. **annexe 14**). Pendant deux jours, les stagiaires partagent ainsi leur temps entre des exposés faits par des professionnels, des rencontres avec des grands noms de la photographie, des visites d'expositions et des travaux en ateliers. À l'issue de ces deux journées intensives de travail, ils ont produit quelques fiches pédagogiques qui seront proposées aux autres enseignants de l'académie qui souhaitent faire travailler leurs élèves à partir de l'une des expositions de photographies du festival. Il s'agit d'une activité très complète, assez exigeante, dont nous avons rendu compte de manière détaillée dans le rapport de l'année dernière

Dans ce premier exemple, l'accent principal du dispositif est mis sur la formation des enseignants, la transmission des savoirs acquis auprès des élèves intervenant dans un deuxième temps.

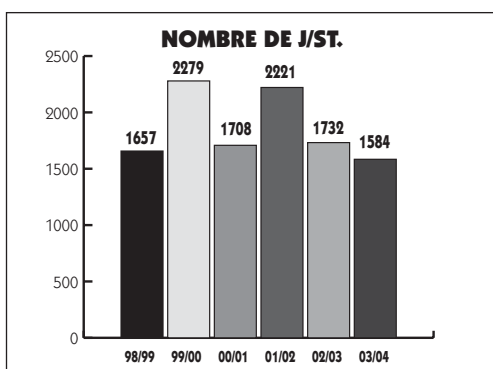
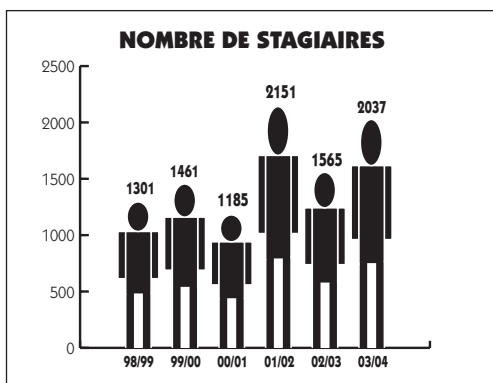
Dans les deux actions qui suivent, l'accent porte d'abord sur la prise en compte du travail des élèves au sein d'une manifestation professionnelle, l'activité de formation y étant directement subordonnée : c'est le cas dans l'académie de Caen, avec l'organisation, au sein du Prix Bayeux-Calvados des correspondants de guerre, qui a lieu du 29 septembre au 4 octobre, d'un prix lycéen, comme il existe un prix lycéen des Goncourts dans le domaine de

la littérature. Afin de préparer les élèves à sélectionner, en connaissance de cause, les reportages télévisés qui leur sont soumis, leurs enseignants suivent, en amont de la manifestation, une formation leur permettant d'aider leurs élèves à remplir leur rôle de jurés. Dans un deuxième temps, les lycéens complètent la formation que leur a donnée leur enseignant avec une rencontre avec de grands reporters, qu'ils peuvent interroger sur les conditions dans lesquelles ils font leur métier et réalisent leurs sujets. C'est aussi le cas dans l'académie de Nantes, où des ateliers scolaires sont organisés par le Clemi à l'intention des lycéens et de leurs enseignants dans le cadre du festival international du Scoop et du journalisme. Ce dispositif devrait être complété l'année qui vient par une journée de formation réalisée dans le cadre du festival et spécifiquement destinée aux enseignants.

Enfin, il faut évoquer l'opération "*Classes-presse*" menée dans l'académie de Rennes par le Clemi dans le cadre d'un partenariat qui associe les titres de la presse régionale, les Conseils généraux des départements concernés, les inspections académiques et le rectorat. Il ne s'agit pas dans ce dernier cas d'une manifestation professionnelle au sein de laquelle viendrait s'inscrire une formation, mais d'un dispositif monté de toutes pièces, qui voit collaborer des titres concurrents sur une même aire géographique, et qui concerne de nombreux collèges de la région. L'un des éléments "intégrés" dans ce dispositif, indispensable à sa bonne marche, est une action de formation destinée aux enseignants qui ont la charge d'accompagner les élèves dans leur projet d'écriture journalistique.

b) La formation initiale

Cette année, 18 IUFM (16 l'année précédente, 19 l'année d'avant) ont organisé, en liaison avec des formateurs du Clemi, des formations se rapportant à l'utilisation pédagogique des médias. Elles ont touché



2 037 étudiants (soit 1 584 J/st), ce qui représente en moyenne 68 stagiaires par académie (52,8 J/st).

Le nombre de stagiaires qui avait fléchi l'année dernière confirme sa hausse sur le moyen terme. La durée moyenne des formations tend de son côté toujours à se raccourcir (les deux tiers des formations ont une durée qui ne dépasse pas la demi-journée), ce qui se reflète dans la baisse du nombre de journées stagiaires, en contradiction apparente avec la hausse du nombre de stagiaires.

Les formations se répartissent dans des proportions similaires à celles de l'année dernière en ce qui concerne le niveau d'intervention (85 % ont lieu en seconde année). Le public, au fil des années, a tendance à se répartir de plus en plus également entre professeurs du second degré (56 % des stagiaires) et professeurs du premier degré. Un peu plus de 40 % des formations réalisées le sont dans le cadre d'un enseignement obligatoire. Les entrées dis-

ciplinaires sont minoritaires dans les contenus (25 % des formations), et c'est toujours la documentation qui se retrouve en tête des matières concernées (39 % des stagiaires); notons à son sujet que c'est la seule discipline qui fasse aussi l'objet d'interventions en première année, comme c'est par exemple le cas dans l'académie de Clermont-Ferrand (**annexe 15**).

L'histoire-géographie vient assez loin derrière, avec 27 % des stagiaires, dont une grande majorité dans l'académie de Montpellier, où la coordonnatrice du Clemi, enseignante d'histoire-géographie par ailleurs, intervient régulièrement auprès des stagiaires de la discipline (**annexe 16**). Suivent de loin, les lettres (18,5 % des stagiaires), les sciences économiques et sociales (7,9 %) et les fonctions éducatives (7,7 %).

Signalons aussi que, comme dans le cadre de la formation continue, certaines des interventions du Clemi en formation initiale se présentent sous des formes qui relèvent davantage du conseil, de l'accompagnement ou dans des dispositifs de tutorat, pour guider des stagiaires qui ont choisi, par exemple, de consacrer leur mémoire professionnel à des activités pédagogiques faisant appel à l'utilisation des médias. Parmi les thèmes recensés cette année dans ce cadre, on en relèvera quelques-uns, tels que *"L'outil télévisuel en classe de français"* ou, en anglais, *"Un journal pour développer la compétence d'expression écrite"*.

Un certain nombre d'interventions sont transversales, communes aux professeurs des écoles et aux professeurs des lycées et collèges, et abordent l'éducation aux médias de manière générale; elles s'inscrivent alors dans des modules à part entière (12 à 18 heures), qui permettent de développer réellement le thème de l'éducation aux médias et de faire le point sur un certain nombre de ses applications dans diverses situations d'enseignement. On en trouvera un exemple en annexe (**annexe 17**), réalisé dans l'IUFM de Créteil.

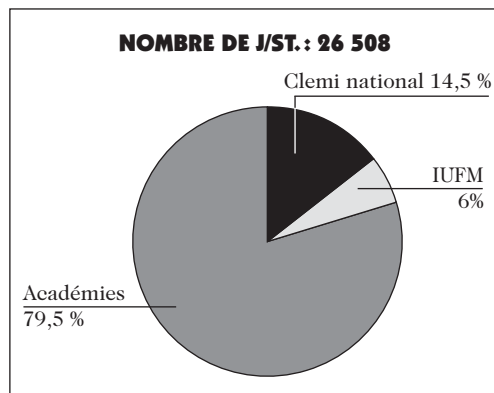
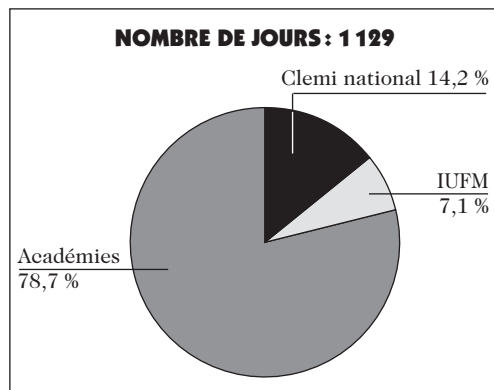
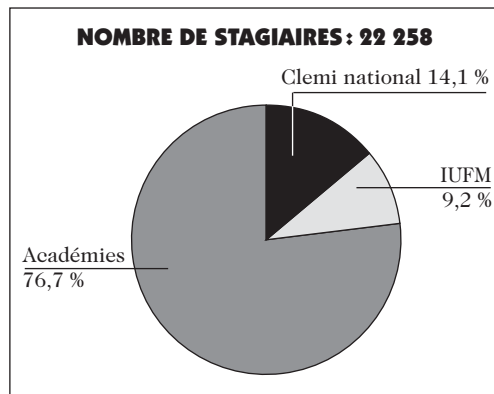
Dans certains IUFM, l'initiation à l'éducation aux médias peut enfin trouver sa place à l'occasion de manifestations plus larges, qui n'entrent pas directement dans le programme des stagiaires, qui ne concernent pas seulement les futurs enseignants, mais l'ensemble de la communauté éducative. C'est par exemple le cas à Rouen, où la coordonnatrice du Clemi, en partenariat avec d'autres acteurs du système éducatif, a organisé, à l'occasion de la Semaine de la presse à l'école, un colloque dans les locaux de l'IUFM, sur le thème "Éduquer aux médias d'information : pourquoi ? Comment ?" (Annexe 18). Ces manifestations présentent toujours l'intérêt de porter à la connaissance d'un maximum de personnes l'existence d'une problématique, de réunir autour de la question l'ensemble des partenaires concernés, et de proposer aux enseignants et futurs enseignants des pratiques pédagogiques, des témoignages, qui permettent de sortir des généralités et des principes, pour appréhender la question sous ses aspects les plus concrets.

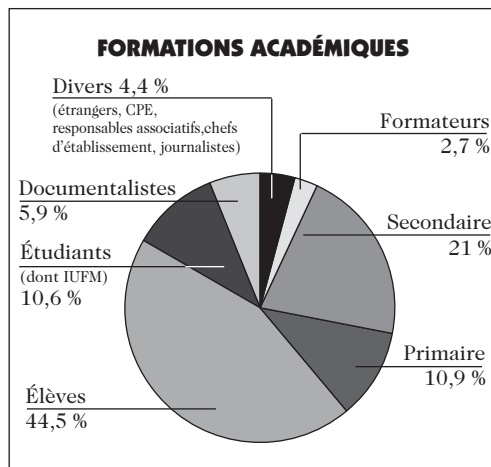
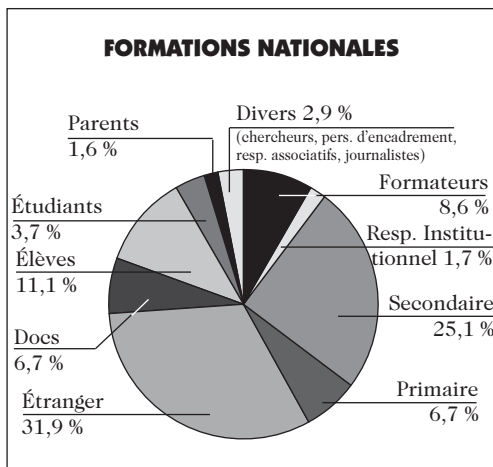
L'arrivée en force de l'éducation aux médias dans les IUFM ne semble cependant pas encore être pour demain. Pourtant, des initiatives sont là, pour témoigner de l'intérêt que le travail sur et avec les médias suscite dans le corps enseignant en général (cf. l'intérêt spontané manifesté pour la Semaine de la presse dans l'école), et il est sans doute possible de sensibiliser un plus grand nombre de stagiaires à ces pratiques de classe, sans pour autant alourdir un programme de formation déjà très chargé. Notons à cet égard qu'un certain nombre de sites d'IUFM (27 cette année contre une trentaine l'année dernière) s'inscrivent à la semaine de la presse et des médias à l'école. Peut-être pourraient-ils être encore plus nombreux (les 31 IUFM se répartissent sur environ 130 sites), et offrir ainsi une meilleure visibilité à cette démarche pédagogique.

III) Bilan chiffré

a) Répartition des principaux types de formations

Les chiffres de cette année sont supérieurs de 7 % à ceux de l'année dernière, cette hausse se répartissant de manière à peu près égale entre formation continue et formation initiale, entre le niveau académique et le niveau national. Nous l'avons déjà commentée.





b) Évolution du nombre de stagiaires sur les 5 dernières années

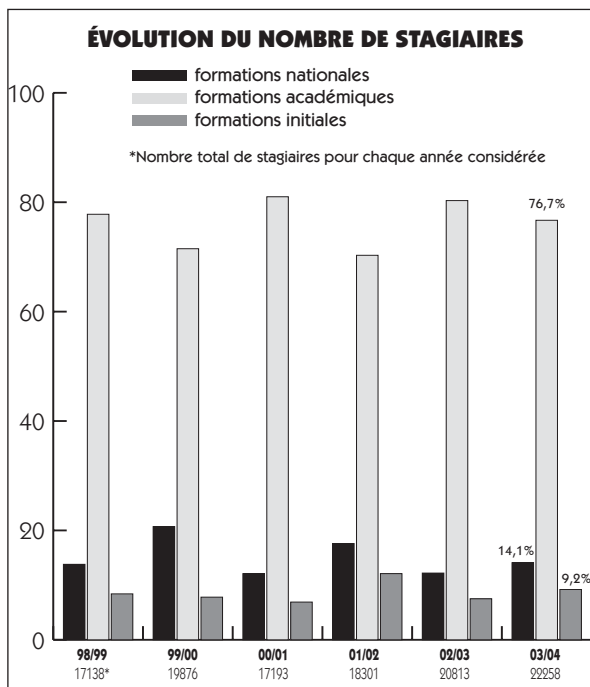
Le nombre des stagiaires progresse par rapport à l'année passée, prolongeant le mouvement de hausse régulier des années antérieures. La part des activités académiques y est déterminante, celle de la formation initiale, modeste, se consolide.

de 14,5 % il y a deux ans, 10,9 % cette année. Les stages spécifiquement consacrés à l'éducation aux médias à destination des enseignants du premier degré sont en effet relativement peu nombreux et les apports des formateurs Clemi dans ce cadre sont prioritairement le fait d'interventions ponctuelles, d'une à deux journées selon les besoins.

c) Les publics de la formation

Nous retrouvons, à quelques nuances près, certaines des caractéristiques mises en lumière les années précédentes ; des inflexions sont cependant perceptibles : Les enseignants du secondaire représentent toujours la part prépondérante (21 %) des stagiaires (à part les élèves), mais les enseignants du primaire voient leur part continuer à décroître, passant

Ce tassement ou cette stagnation des catégories traditionnelles de stagiaires



s'accompagne d'une diversification des publics, à la fois au sein de la communauté éducative et hors de celle-ci : au sein de la communauté éducative, avec la présence de personnels d'encadrement dans les dispositifs de formation, notamment dans les actions du Clemi national, mais à l'initiative aussi de quelques académies, dont celle de Créteil,

qui a organisé 2 journées de formation sur le thème “*Communiquer avec la presse*” à l’intention des chefs d’établissement de son académie (annexe 19). À la périphérie de celle-ci, avec la présence, parmi les personnes reçues en stage, de personnels administratifs, d’animateurs appartenant à divers réseaux associatifs notamment dans le cadre du programme Educaunet dont nous avons déjà parlé (Francas, Cemea, Fol, Udaf). En direction de publics enseignant hors de France, soit en établissement scolaire, soit dans des alliances ou des instituts français. Comme nous l’avons dit plus haut, il ne s’agit pas, dans les académies, d’un public très important, mais les programmes de formation mis en place sont souvent originaux et doivent répondre à des demandes spécifiques.

IV) Les contenus de la formation continue

Ce qui caractérise l’offre de formation continue dans les académies, c’est sa richesse et sa diversité ; l’une des manières de s’en convaincre est d’aller consulter les pages web consacrées au Clemi dans les sites académiques. Par-delà cette diversité, quelques grandes tendances se dégagent, que l’on retrouve d’année en année, avec certains infléchissements dus à l’évolution des priorités et des préoccupations pédagogiques. Ces tendances se concrétisent dans l’existence de quelques grandes familles thématiques.

a) La presse écrite et le journal scolaire : des activités fondamentales

1. Le journal scolaire est un thème de formation à “géométrie variable”, car il permet de choisir de nombreux “angles” pédagogiques ; il représente de ce fait une part significative des stages réalisés (23,5 %). Thème en soi (“*Créer un journal scolaire*”, “*Créer un magazine au collège*”), point de départ pour une mise en perspective (“*Le rôle du journal scolaire à l’école primaire*” ; “*Réaliser un journal : une action citoyenne*”) ou encore dispositif d’animation ou de

communication dans le cadre d’une activité pédagogique plus large (“*Création d’un journal en PPCP*”, “*Aide à la constitution d’un club journal*”), il est perçu et appréhendé dans le prolongement direct de la presse écrite d’information.

Ce n’est pas seulement l’aspect pédagogique qui est abordé à travers ces formations, mais aussi des notions touchant davantage aux questions d’expression, de liberté de parole, des droits et des devoirs du journaliste dans le contexte particulier de la presse lycéenne (“*La parole de l’élève et ses enjeux*”, “*Journal lycéen et éducation à la citoyenneté*”).

Le journal d’école est souvent étroitement lié au projet d’école (“*Journal de réseau d’écoles*”, “*Réaliser un journal d’école*”, “*Production d’un journal de la Zep*”) et il vit souvent grâce à l’implication, l’engagement même, d’instituteurs ou de directeurs d’école qui font par ailleurs profiter leurs collègues du premier ou du second degré, de leur expérience et de leur réflexion sur la place et le rôle des médias dans l’école. Le journal scolaire, ou le journal élaboré dans un cadre scolaire est un vecteur fort de liaison, que ce soit au sein de l’établissement scolaire ou entre plusieurs établissements, comme c’est notamment le cas avec le programme “*Fax !*” (“*Création d’un cyber journal bilingue*”, “*Projet Cyber fax*”).

2. Avoir un projet de journal scolaire ou lycéen, c’est d’abord se pencher sur la presse des adultes (“*Utiliser la presse en classe primaire*” ; “*Comment lire la presse*” ; “*La presse, quatrième pouvoir*” ; “*Utilisation pédagogique de la presse écrite*” ; “*Le métier de journaliste*”). Cela représente 12,4 % des formations. C’est ensuite apprendre à la connaître et à maîtriser certaines techniques d’écriture (“*Formation à l’écriture journalistique*” ; “*L’écriture journalistique*” ; “*Aide à la rédaction d’un article*” ; “*La revue de presse pour appréhender l’info*”) afin, pourquoi pas, de permettre à des élèves

Rendre les jeunes visibles

La presse quotidienne régionale, une presse vieillissante? Pas si sûr! En Saône-et-Loire, chaque mois, une page sort les lecteurs de leurs habitudes... C'est Typo.

Bernard MUGNIER, rédacteur en chef du "Journal de Saône-et-Loire", n'est pas peu fier de compter dans son journal cette collaboration inattendue. L'idée est née avant tout "d'une rencontre", celle du rédacteur en chef du JSL et de Dominique Gaye du Clemi. "On voulait lancer un journal sur et pour les jeunes, raconte Bernard Mugnier. On souhaitait une production sur Internet, mais on désirait aussi être plus visibles..." La solution: ouvrir les journaux locaux à une sélection d'articles de lycéens. Le JSL sera le premier à tenter l'aventure en janvier 1999, bientôt rejoint par les trois autres quotidiens départementaux de Bourgogne*.

Savoir ménager son public

"La presse ne doit pas être inaccessible et fermée, il faut présenter les métiers de la communication et de l'information, souligne-t-il. Typo est un moyen de faire entrer les jeunes en contact avec la presse." Pour en faire de futurs abonnés certes, mais pas seulement. "On a aussi envie de montrer à notre lectorat - les 45 ans et plus - ce que pensent ses enfants et ses petits-enfants, quitte à ce qu'il n'aime pas", ajoute ce journaliste, à la tête de la rédaction du JSL depuis 1995. Quitte, aussi, à connaître quelques frayeurs lorsque certaines productions des lycéens échauffent les esprits. Un exemple? "Un dessin un peu fort du Christ en croix, se remémore-t-il, une leur malicieuse dans les yeux, avant de redevenir sérieux. Ça a été un moment terrible de ma carrière, on a croulé sous les insultes de toutes parts et il a fallu faire une page de réponses..." De quoi jeter le doute sur la validité du projet Typo pour... 24 heures, avoue cet amoureux de l'écriture. "J'ai simplement expliqué aux jeunes que chaque journal a son public et qu'il faut parfois le ménager!

Cette expérience est aussi un exercice de "compréhension entre professeurs, élèves et professionnels": les contraintes de chacun sont réelles et il s'agit de trou-

ver un terrain d'entente. "Certains des journaux ont voulu intégrer la page Typo dans leur maquette; nous avons choisi de la laisser se démarquer mais l'important c'est que ça continue", commente-t-il, l'esprit conciliateur.

Rédacteur en chef, et formateur

Le temps passe, les pages Typo défilent et Bernard Mugnier continue de suivre "le bébé". Il intervient aussi pour des formations, comme dernièrement au lycée Ponthus de Chalon-sur-Saône. "J'ai abordé la presse en tant qu'industrie sous son aspect économique mais aussi la question de la liberté de la presse. Ça m'a demandé pas mal de préparation! Toujours prêt à faire visiter les locaux du JSL ou à intervenir pour présenter son milieu aux lycéens, il garde le souci constant de "toucher les jeunes". L'expérience des reportages à l'étranger -Typo extra-muros- l'enthousiasme. "C'est essentiel de s'ouvrir sur l'étranger et dans le cadre de la francophonie, avoir des Roumains, des Maliens et des Français qui travaillent sur des valeurs comme la liberté d'expression, c'est exceptionnel!

Issu d'un milieu modeste, il a commencé à l'agence d'Autun du JSL et il se réjouit de la création de cette "filiale locale".

"Quand on voit tous ceux qui sont passés par Typo et qui aujourd'hui travaillent pour de grands journaux ou sont entrés en école de journalisme, on est content! Aujourd'hui, si on est fils de journaliste, on a de grandes chances d'exercer cette profession soi-même... Mais si d'autres jeunes peuvent être heureux dans ce métier parce qu'ils ont croisé la route de Typo, tant mieux! Dans une société qu'il perçoit comme "de plus en plus consommatrice" et de "moins en moins citoyenne", la presse garde un rôle civique pour cet éternel passionné de journalisme. "A Typo, on rencontre beaucoup de jeunes très engagés, donc je ne désespère pas de la jeunesse, loin de là!

A.J.

* Le Bien Public en Côte D'or, l'Yonne Républicaine dans l'Yonne et le Journal du Centre dans la Nièvre.



de devenir correspondants ou collaborateurs occasionnels d'un quotidien régional, comme dans le cas des classes-presse évoquées dans le rapport de l'année dernière ("*Mise en place des classes-presse*"), qui continuent à fonctionner dans l'aca-

démie de Rennes et qui s'étendent dans l'académie de Nantes, mais aussi dans le cas de "Typo", projet propre à l'académie de Dijon, qui bénéficie du partenariat privilégié de plusieurs quotidiens départementaux, et en particulier du "*Journal*

de Saône et Loire”, dont le rédacteur en chef, dont on trouvera page précédente le portrait, est particulièrement attentif à l’expression des jeunes et à leurs attentes en termes d’information et d’expression.

À l’intersection du projet de journal scolaire et de l’univers de la presse, on trouve aussi un certain nombre de formations qui s’appuient sur les nouveaux dispositifs d’enseignement et sur la prise en compte de ceux-ci : “Aide à la mise en place d’un projet presse dans le cadre des IDD”, ou “TPE et presse”, “Itinéraire de découverte presse” ou encore “Itinéraires de découverte et éducation aux médias” (annexe 20), soulignant au passage la pertinence des démarches d’éducation aux médias dans la mise en œuvre des nouveaux dispositifs. Nous en aurons une autre illustration, un peu plus loin, avec les formations concernant les enseignants qui s’occupent de l’ECJS.

3. C’est enfin passer insensiblement et très naturellement du support papier au support écran, d’une technologie à une autre (“Réaliser un journal scolaire: du papier à Internet”), en se familiarisant avec les médias en ligne, en apprenant dans un premier temps à les identifier et à les lire (“Utiliser les médias en ligne”; “Connaître la presse en ligne pour réaliser un journal scolaire”), puis dans un deuxième temps, en se lançant dans l’aventure de l’écriture et de la communication. Dans ce passage de l’un à l’autre, la continuité qui s’instaure d’un média à l’autre est soulignée, de même que la continuité du projet pédagogique qui sous-tend ces démarches. Les stages qui font explicitement référence à l’utilisation d’Internet dans le cadre d’un projet d’écriture médiatique, représentent 5 % des formations.

Si l’on fait la somme des pourcentages évoqués ci-dessus, on parvient à un total de 42,6 % des formations dont on peut dire qu’elles sont prioritairement consacrées à l’écrit, et à son support médiatique privilégié, la presse écrite.

b) Internet et l’information en ligne : une place à part entière

On l’a vu à propos de la presse écrite, ce domaine est perçu comme le prolongement naturel des activités liées à l’écrit, et le nombre de formations qui s’y réfèrent explicitement (4,8 %) en fait un ensemble aisément identifiable. La formation prend en compte Internet à des titres divers : le web peut tout d’abord fonctionner par rapport à celle-ci comme outil de communication et d’information, en donnant à connaître les offres de formation existant dans le domaine de l’éducation aux médias (cf. les pages consacrées au Clemi et à ses activités sur les sites académiques). Il peut aussi être étudié comme média à part entière, et à ce titre susciter de nouveaux questionnements (cf. “Formation au média Internet”; “Analyser les messages d’information diffusés sur Internet”). Les nombreux stages réalisés dans le cadre du programme européen Educaunet en font partie. Mentionnons à ce sujet, la journée académique organisée par l’académie de Créteil sur le thème “Éduquer aux usages d’internet: une responsabilité partagée” (Annexe 21) Bien que non inscrite au PAF, cette initiative a réuni 180 personnes, à partir d’une simple lettre d’invitation envoyée dans l’ensemble des établissements de l’académie. Il peut aussi prolonger les projets de communication des élèves en donnant à ceux-ci à la fois plus de visibilité et plus de souplesse en termes de partenariat (cf. “Créer son cyberjournal”; “Réaliser un journal scolaire: du journal-papier à sa mise en ligne sur le web”). Ces stages, dans le prolongement de ceux qui sont consacrés au journal scolaire, permettent de prendre en compte les paramètres spécifiques à ce média particulier. Internet peut enfin fonctionner comme outil de formation, en apportant au formateur, par le biais notamment du site du Clemi national et de certaines des pages de ses équipes académiques, des aides et des documents utilisables dans le cadre de la formation mise en place (cf. p. 11, ce

que nous disions à propos du stage “Education critique au média Internet”).

c) La Semaine de la presse et des médias à l'école : un passage obligé

Les stages qui s'inscrivent explicitement dans le cadre de la préparation de ce moment fort des pratiques pédagogiques liées à l'éducation aux médias représentent cette année 9,6 % de l'ensemble des formations. Comme l'année dernière, on retrouve des intitulés tels que “Préparer la SPE”, “Réussir la Semaine de la Presse” (annexe 22). Mais on y trouve aussi des intitulés qui proposent des angles plus précis, la Semaine de la presse servant de contexte général à la prise en compte de thèmes plus spécifiques de l'éducation aux médias ; c'est ainsi que l'on va rencontrer des préoccupations liées à la presse écrite (“SPE : découverte de la presse écrite”) ou à la prise en compte du thème même de la Semaine, pluralisme et diversité (“Itinéraires d'éducation aux médias”, cf. annexe 23).

d) Des images à l'école

L'image est un thème lui aussi très riche : on peut les analyser, on peut en produire, on peut se transformer en image en se laissant saisir par la caméra, on peut enfin être malmené par certaines d'entre elles. C'est sur cet aspect particulier de l'image qu'une formation de deux journées a été organisée dans les locaux de l'IUFM de l'académie d'Aix-Marseille (annexe 24). 23,1 % des formations sont consacrées cette année à l'image, sous ses différentes formes. Son poids, par rapport à l'écrit, est stable d'une année sur l'autre. Elle est abordée sous différents angles :

- La production d'images animées (cf. “Réaliser un journal video”; “Formation aux reportages video”) – 1,1 % – ;
- Les images du journal télévisé, en tant que dispositif emblématique de fabrication de l'information (cf. “Utilisation pédagogique du journal télévisé”, ou encore, “le JT : une information à décrypter”, “Apprendre

la télévision : le JT”) – 9,6 %, contre 5,9 l'année dernière –. Ce domaine particulier de l'image a fait l'objet d'assez nombreuses interventions en formation, en raison de la publication de deux ouvrages portant sur ce thème par le Clemi, “Télévision, mode d'emploi” et, sous forme de DVD-Rom édité en partenariat avec l'INA et les Cémea, “Apprendre la Télévision : le JT”. Nous avons déjà évoqué ces deux titres dans la partie consacrée aux formations organisées par le Clemi national.

- L'analyse de l'image d'information, toutes catégories confondues (cf. “Images télévisuelles : rites et manipulations”; “Images d'information et citoyenneté”, “Éducation aux images”). C'est, aussi bien l'image animée de la télévision (“Presse et images du JT en classe”) que l'image fixe que l'on trouve dans la presse écrite, photo de presse, dessin de presse ou infographie (“Étudier dessins et photos de presse en classe”, annexe 25 ; “Le dessin de presse”). De nombreuses formations sont consacrées à l'image de presse à partir d'une réflexion née de l'écrit et de sa pratique. C'est ainsi que le journal peut être le point de départ d'une réflexion sur la place de l'image. La capacité à lire l'image fait partie de la maîtrise des langages (“Écrire, lire, parler avec la presse”). Elle peut fonctionner comme levier pour favoriser l'expression orale.

e) Médias et éducation aux médias

De nombreux stages se présentent sous cette dénomination (9,6 % d'entre eux). Nous avons déjà mis en valeur l'année dernière l'apport de l'éducation aux médias dans les pratiques liées à la mise en place des nouveaux dispositifs d'enseignement. L'éducation aux médias est par définition une pratique transversale, transdisciplinaire ; les savoirs faire élaborés par les enseignants qui y ont régulièrement recours dans leurs pratiques de classe trouvent tout naturellement leur place dans la mise en place des nouveaux dispositifs, qu'il s'agisse des itinéraires de découverte

Classes radio : un partenariat au service des élèves

Durant l'année scolaire 2003/2004, seize établissements de la Gironde – sept écoles primaires, un institut de rééducation, cinq collèges et trois lycées dont deux lycées professionnels –, soit plus de 600 élèves, ont participé à la conception et à la réalisation de l'émission hebdomadaire « Classe Radio », diffusée sur les ondes de France Bleu Gironde, le dimanche de 12h30 à 13 heures. Du 7 décembre 2003 au 27 juin 2004, vingt-sept émissions ont donc été réalisées puis diffusées. Chaque établissement a eu en charge la réalisation d'une ou deux émissions.

Un déclencheur : la SPE

Depuis 1998, dans le cadre de la Semaine de la presse à l'école, des établissements scolaires de la Gironde participent à la réalisation de reportages radiophoniques en collaboration avec un technicien de France Bleu Gironde (F.B.G). En 2001, devant l'intérêt manifesté par les élèves et les enseignants, il a semblé pertinent au CLEMI de poursuivre l'expérience sur l'ensemble de l'année scolaire tout en permettant aux élèves de participer à la totalité de l'écriture radiophonique, c'est à dire également au montage des reportages. Du matériel professionnel de prise de son et de montage a été acheté. Une convention a été signée en juin 2001 (et renouvelée en novembre 2004) entre le Rectorat, l'Inspection académique et France Bleu Gironde pour transformer cette expérience ponctuelle en une émission radiophonique hebdomadaire. Un enseignant a été nommé sur un demi poste pour assurer le lien pédagogique et journalistique entre les établissements scolaires et la radio.

2 000 élèves font de la radio

L'idée qui préside à la réalisation de cette émission est que les élèves réalisent une émission en totalité : choix des sujets ; prises de rendez-vous, recherche documentaire, rédaction des questions et des textes lors de la phase de préparation ; prises de son et montage/mixage des reportages lors de la phase de réalisation ; participation à l'émission en direct le dimanche accompagnée d'une visite de la radio.

La réalisation de ces émissions demande également aux élèves et aux enseignants un travail plus approfondi sur le média radio : réflexion sur les pratiques radiopho-

niques, connaissance de la richesse de la bande FM, analyse d'un conducteur, construction d'un journal radiophonique, spécificités de l'information et de l'écriture radiophonique, économie de la radio... Ce travail est aussi parfois inséré dans un projet plus global sur les médias.

Classe Radio fêtera sa 100^e émission en janvier 2005. Plus de 2 000 élèves y auront participé.

Élèves et enseignants en formation

Chaque année, dans le cadre du PAF, un stage à public désigné est proposé aux enseignants qui participent pour la première fois à l'émission Classe Radio. Durant deux jours, les enseignants pratiquent le média (prise de son et montage/mixage de reportages), visitent la radio et rencontrent des journalistes et des animateurs de France Bleu Gironde, puis élaborent en groupe des

fiches pédagogiques (exemples : comment préparer un direct ? ; spécificités et différences entre la radio et de la presse écrite ; la notion de cible...).

Lors de l'enregistrement de l'émission, des exercices sur la respiration et la diction sont effectués avec les élèves avant la mise en voix des textes. Il est parfois nécessaire aussi de procéder à une réécriture de ces textes afin de leur donner une forme journalistique. Enfin, une formation

pratique à la prise de son et au montage/mixage est systématiquement réalisée auprès des élèves.

Avant la diffusion de l'émission, lors de la visite des studios, les métiers de la radio leur sont présentés pour qu'ils mesurent la diversité et la complexité de ce média. Les consignes (posture, respiration, concentration...) propres au direct sont également rappelées.

Cette activité aide les élèves à apprendre autrement, à comprendre le système des médias, à former leur jugement critique ; elle permet aussi d'accompagner les enseignants dans la mise en place des réformes de l'école, du collège et du lycée : maîtrise des langages, place de l'oral, détour pédagogique, individualisation des parcours, utilisation des Tice, nouvelles pratiques pédagogiques.



Éric BONNEAU
CleMI Aquitaine

(“*Construire un IDD sur l'éducation aux médias*”), des travaux personnels encadrés (“*TPE et presse*”), de l'éducation civique, juridique et sociale (“*Le débat argumenté en ECJS*”) ou des classes à projet artistique et culturel.

Nous en avons encore la confirmation cette année, même si la prise en compte de ces nouveaux dispositifs est moins sensible que l'année dernière, ECJS mise à part. Mais de manière plus générale, les stages qui se réfèrent de manière plus ou moins globale aux médias ou à l'éducation aux médias, sont souvent des moments de découverte et de sensibilisation à tout ce qui peut rapprocher les préoccupations éducatives et les savoir-faire médiatiques. On va donc trouver des propositions de formation sous des intitulés comme : “*Apprendre avec les médias*”, “*L'éducation aux médias, un projet pour éduquer en ZEP*” ou encore, “*Éducation aux médias et animation scientifique*”. Dans certains cas, comme dans l'académie de Guyane cette année, c'est l'occasion, pour les partenaires potentiels que sont l'école et les médias, d'apprendre “à se connaître”, de se (re)découvrir, et de jeter les bases d'une collaboration fructueuse (annexe 26 : “*Connaître et utiliser les médias d'information en Guyane*”).

f) Quelques domaines ou publics spécifiques

Quelques formations se retrouvent d'une année sur l'autre, même si elles ne sont pas très nombreuses ; ce qui compte ici, ce n'est pas leur volume, mais la régularité avec laquelle elles sont programmées, indice d'un besoin constant et d'une demande sans cesse renouvelée :

1. Chaque année, une dizaine de stages sont organisés autour des questions relatives à la radio. Celle-ci souffre d'un double handicap : en tant que média, elle est souvent occultée au profit de la presse écrite et de la télévision ; en tant que projet scolaire de production médiatique, elle demande des efforts d'investissement en

infrastructure qui ne la rendent pas immédiatement accessible, à la différence de l'écrit. Pourtant le nombre de stages organisés autour de ce thème se maintient à un niveau relativement élevé, puisque 15 stages ont été organisés cette année sur ce thème, représentant 4,3 % des formations. Il faut d'ailleurs préciser que les techniques de numérisation du son permettent une souplesse de plus en plus grande par rapport au maniement des outils techniques, et que l'approche du média radiophonique peut se conjuguer avec profit avec la maîtrise des Tice (cf., par exemple, le stage “*Radio et nouvelles technologies : du reportage au web reportage*”). Les formations menées dans le domaine de la radio débouchent souvent sur des productions d'élèves, parfois sur une grande échelle et dans le cadre d'un partenariat institutionnalisé, comme le montre le programme de l'académie de Bordeaux, évoqué dans l'encadré de la page précédente. L'action des formateurs du Clemi ne s'arrête alors pas à la seule formation des enseignants qui s'engagent dans le projet, mais comporte une dimension d'accompagnement qui débouche sur des moments de formation qui concernent à la fois l'enseignant et le groupe classe. On retrouve là des caractéristiques déjà évoquées à propos de ce que nous avons appelé les formations-actions, qui expliquent que de nombreuses formations d'enseignants, englobent, à un moment donné, un public d'élèves.

2. De même, un petit nombre de stages sont organisés chaque année en liaison avec certains champs disciplinaires ou professionnels (10 stages cette année, soit 3,1 % des formations) : parmi les disciplines les plus souvent concernées par ces formations on retrouvait habituellement le français, l'histoire et la géographie, les langues vivantes, les sciences économiques et sociales... Aucune d'entre elles n'est présente cette année dans les intitulés des formations, et leur disparition, sans doute momentanée, semble s'être faite au bénéfice exclusif de l'ECJS.

Un CDI plein de vie

“Apprendre à lire les médias relève de la formation du citoyen.” Patricia DOUGÉ, documentaliste au lycée de Chevigny-Saint-Sauveur est une militante dévouée, au service des jeunes. “Je veux donner de la curiosité aux élèves, les aider à devenir vigilants, critiques, explique-t-elle avec enthousiasme. On a un rôle à jouer : il faut guider les jeunes, les rendre acteurs de leur apprentissage. Pour cela, nous-même devons être acteurs” La tête pleine de projets pour faire vivre un CDI qu’elle a repris en septembre 2002, cette ancienne professeure d’anglais et de français en collège s’est tournée vers le Clemi. “J’avais essayé tant bien que mal d’organiser la Semaine de la presse dans mon ancien lycée professionnel, raconte-t-elle. Mais ce n’était pas très concluant. En arrivant à Chevigny, j’avais envie de tenter à nouveau l’expérience et de lancer des animations dès le départ.”

Aller vers l’info : un besoin pour les jeunes

Elle participe alors à une formation du Clemi pour animer la Semaine de la presse. A son retour, elle monte un kiosque à journaux dans le hall de l’établissement. Et cherche des “portes d’entrée” pour rendre le coin-lecture du CDI attrayant. “Je m’intéresse tout particulièrement aux médias parce que je pense que les jeunes ont besoin d’aller vers l’information, précise-t-elle. Les adultes leur reprochent souvent de ne pas assez lire le journal, encore faut-il leur en donner l’envie ! Pour cela, Patricia Dougé se veut innovante. Ses collègues de SVT aussi. Ensemble, ils ont mis en place un partenariat : les élèves doivent chercher des articles sur l’actualité scientifique qui sont lus, commentés et débattus en cours. Patricia Dougé prend ensuite le relais en les affichant sur le panneau du centre de documentation. Elle compte également installer dans le coin - lecture un ordinateur câblé afin que chacun puisse consulter aussi bien les sites consacrés à la littérature que tous les journaux en ligne. “Je réfléchis beaucoup à la façon de mettre ce panneau en valeur, d’intéresser les élèves, de les amener à avoir à la fois une lecture plaisir et un œil critique.”



Les stages du Clemi : une bouffée d’oxygène

Parfois pourtant, une pointe de découragement la gagne. “Il m’arrive d’avoir l’impression de prêcher dans le désert car il est difficile d’évaluer les réactions des lycéens, avoue-t-elle, une pointe de regret dans la voix. D’une part, ils sont très sollicités sur le plan scolaire, d’autre part, ils ont besoin d’avoir aussi leur vie de jeunes... Mais j’aimerais qu’ils ne deviennent pas seulement, à l’image de notre société, des consommateurs de médias.” Le manque de sensibilisation de certains collègues la surprend aussi même si elle reconnaît qu’ils doivent “faire passer beaucoup en peu de temps selon les programmes”. Sa bouffée d’oxygène, ce sont les stages du Clemi. “La première fois que je suis sortie d’une de ces

sessions, je me suis dit : enfin des gens qui font quelque chose d’intéressant pour la formation des profs ! s’exclame-t-elle dans un demi-sourire. Les membres du Clemi sont compétents et ils restent constamment en recherche pour améliorer leurs actions.” De quoi séduire cette idéaliste qui rêve de communiquer à chaque lycéen une “attitude intelligente”, de curiosité mêlée de vigilance par rapport aux médias. Elle aimerait encore plus,

veut associer les familles. “Il faudrait vraiment sensibiliser les enfants dès leur plus jeune âge, affirme-t-elle. Etre parent, c’est aussi un métier : il faut débattre avec ses gosses, les aider à y voir plus clair, à se repérer dans le monde qui les entoure.” En attendant, elle planche sur un projet de séquences avec la valise Educaunet pour des classes de CM1-CM2, en collaboration avec l’instituteur de son fils. En tant qu’ancienne prof, elle avoue rejeter la conception du métier d’enseignant qui se résume à un simple cours magistral. Et comme documentaliste, elle a le même réflexe : “Si je ne veux pas croupir dans mon métier et finir toute seule derrière mon ordinateur à prêter des livres, il faut que je continue à cultiver et réaliser mes idées.”

A. J.

L’autre domaine, plus transdisciplinaire que disciplinaire, qui apparaît régulièrement dans les intitulés de stages, est celui de la documentation : “Réalisation de jour-

naux en ligne dans le cadre des projets transversaux avec le CDI”, “L’éducation aux médias au CDI”, “Utiliser les médias : activités pluridisciplinaires au CDI”.

La prise en compte de ce lieu stratégique de l'établissement scolaire qu'est le centre de documentation et d'information n'a rien d'étonnant, compte tenu des sollicitations dont il fait l'objet de la part des enseignants et des élèves dans le cadre des nouveaux dispositifs d'enseignement. De nombreux documentalistes font d'ailleurs partie des équipes de formateurs académiques du Clemi, à l'instar de cette collègue de l'académie de Dijon, dont on trouvera ci-contre le portrait.

3. Enfin, il faut mentionner quelques formations, hors statistiques, qui touchent à des domaines variés, comme la publicité

(*“Analyse de spots publicitaires”, “Médias et publicité”*), le documentaire (*“le documentaire: un moyen spécifique d'information”, “Le documentaire: aspects pratiques”*), ou la communication (*“Communiquer avec la presse”, “Mieux communiquer avec les médias”*). Ces derniers stages bien que peu nombreux, ne sont pas les moins intéressants. Ils témoignent d'initiatives qui prennent place à la marge de nos principales actions et qui illustrent à la fois la diversité des demandes et l'intérêt que les médias suscitent, comme dispositif et comme source documentaire, dans le cadre d'une démarche pédagogique.

Conclusion

Rappelons tout d'abord les principaux chiffres : **22 258 stagiaires** ont été formés cette année par le Clemi (3 147 par le Centre national, et 19 111 par les équipes académiques, dont 2 037 élèves-professeurs dans les IUFM).

Les chiffres de cette année sont plus élevés que ceux de l'année dernière et font partie des plus hauts niveaux enregistrés au cours des 10 dernières années. La formation initiale est toujours le parent pauvre de l'activité de formation du Clemi, même si les progrès enregistrés à nouveau cette année dans ce domaine sont encourageants.

Ces résultats sont aussi le reflet des mutations qui ont eu lieu dans les dispositifs de la formation continue au niveau national comme dans les académies. Corrélés à d'autres indicateurs, ils indiquent qu'il existe, par-delà les à-coups de l'actualité, un besoin profond et durable de formation à l'éducation aux médias parmi les différents acteurs de la communauté éducative, et un désir, non moins fort, de la part de nombreux acteurs du système médiatique, de faire profiter élèves et enseignants de leur expérience.

Pierre FRÉMONT